



**CONFÉRENCE INTERNATIONALE
SUR LA POPULATION ET LE
DÉVELOPPEMENT**

Le Caire (Égypte)
5-13 septembre 1994

Distr.
GÉNÉRALE

A/CONF.171/13/Add.1
18 octobre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION
ET LE DÉVELOPPEMENT*

(Le Caire, 5-13 septembre 1994)

Additif

TABLE DES MATIÈRES

Annexes

	<u>Page</u>
I. LISTE DES DOCUMENTS	2
II. DÉCLARATIONS D'OUVERTURE	4
III. DISCOURS DE CLÔTURE	41
IV. ACTIVITÉS ANNEXES	49

* Le présent document contient les annexes I à IV du rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement. Le texte complet du rapport sera publié ultérieurement sous la forme d'une publication des Nations Unies destinée à la vente.

Annexe I

LISTE DES DOCUMENTS

<u>Cote</u>	<u>Titre ou description</u>
A/CONF.171/1	Ordre du jour provisoire
A/CONF.171/2	Règlement intérieur provisoire : note du Secrétariat
A/CONF.171/3	Questions d'organisation et de procédure : note du Secrétariat
A/CONF.171/4	Quatrième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action mondial sur la population : rapport du Secrétaire général
A/CONF.171/5	Vue d'ensemble des rapports établis par les pays en vue de la Conférence : rapport de la Secrétaire générale de la Conférence
A/CONF.171/6	Note verbale datée du 2 août 1994, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de la Trinité-et-Tobago auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/CONF.171/7 et Add.1	Liste des organisations non gouvernementales dont l'accréditation est recommandée : note du Secrétariat
A/CONF.171/8 et Add.1 et 2	Participation des organisations intergouvernementales aux travaux de la Conférence : note de la Secrétaire générale de la Conférence
A/CONF.171/9	Note verbale datée du 9 septembre 1994, adressée à la Secrétaire générale de la Conférence par la délégation costa-ricienne à la Conférence internationale sur la population et le développement
A/CONF.171/10	Lettre datée du 7 septembre 1994, adressée à la Secrétaire générale de la Conférence internationale sur la population et le développement par l'Ambassadeur de Tunisie en Égypte
A/CONF.171/11 et Corr.1	Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

<u>Cote</u>	<u>Titre ou description</u>
A/CONF.171/12	Lettre datée du 9 septembre 1994, adressée à la Secrétaire générale de la Conférence par l'adjoint du chef suppléant de la délégation indonésienne à la Conférence internationale sur la population et le développement
A/CONF.171/L.1	Projet de programme d'action de la Conférence : note du Secrétariat
A/CONF.171/L.2	Rapport sur les consultations préliminaires à la Conférence tenues au Centre international de conférence du Caire
A/CONF.171/L.3 et Add.1 à 17	Rapport de la Grande Commission
A/CONF.171/L.4 et Add.1	Projet de rapport de la Conférence
A/CONF.171/L.5	Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement : projet de résolution présenté par l'Algérie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77, et de la Chine)
A/CONF.171/L.6	Motion de remerciements au peuple et au Gouvernement égyptiens : projet de résolution présenté par l'Algérie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77, et de la Chine)
A/CONF.171/INF/1	Informations à l'intention des participants
A/CONF.171/INF/2 et Add.1 à 6	Liste provisoire des délégations à la Conférence
A/CONF.171/INF/3 et Add.1 et 2	Liste des documents distribués pour information
A/CONF.171/PC/9	Rapport du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la population et le développement sur sa troisième session

Annexe II

DÉCLARATIONS D'OUVERTURE

Déclaration de M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies

Le monde entier a aujourd'hui les yeux fixés sur Le Caire, ville éternelle, qui accueille notre conférence historique. Historique elle l'est, en effet, car c'est la première fois que les pays et les peuples du monde débattent à un si haut niveau de questions qui revêtent la plus grande importance pour le présent et l'avenir de la vie sur notre planète.

Permettez-moi tout d'abord de présenter, au nom de tous ceux qui sont ici présents, au nom des organisations des Nations Unies et en mon nom propre, mes remerciements sincères et ma gratitude profonde au Gouvernement et au peuple de la République arabe d'Égypte qui accueillent cette importante conférence. Je tiens aussi à remercier le Gouvernement et le peuple égyptiens de l'hospitalité, de l'amabilité et de la générosité dont ils font preuve à l'égard des délégations participantes. Cette hospitalité est un nouveau témoignage de l'appui constant que l'Égypte accorde, depuis plus d'un demi-siècle, aux activités et aux objectifs des Nations Unies, y compris dans le domaine du maintien de la paix. Je salue tous ceux qui ont aidé à préparer la Conférence et je les remercie.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de rendre un hommage tout particulier au Président Mouhammad Hosni Mubarak, dont la politique, marquée au sceau de la sagesse et de l'efficacité, procède d'une compréhension authentique de la nature du lien qui existe entre population et développement. En reconnaissance de l'engagement personnel du Président Mubarak, la communauté internationale lui a décerné cette année le Prix des Nations Unies en matière de population, soulignant par là même le rôle de premier plan que joue l'Égypte dans cet aspect essentiel du développement.

Cette conférence représente un tournant décisif dans le domaine capital de la population, en ce sens que son issue aura un effet déterminant sur la démarche qui sera adoptée à cet égard.

En effet, si la Conférence fait preuve de la volonté politique nécessaire, elle ne manquera pas de créer un puissant élan sur une voie positive bénéficiant de l'appui des États et des peuples du monde entier. Dans le cas contraire, il nous faudra malheureusement assister à une aggravation des clivages et de l'incompréhension, voire des crises.

Je ne pense pas exagérer en affirmant que c'est sur la Conférence que reposent non seulement l'avenir de la société, mais aussi l'efficacité de l'ordre économique de notre planète.

Votre auguste assemblée est aujourd'hui saisie d'un programme de travail global et intégré qui contient des propositions et des recommandations à long terme en vue de résoudre les problèmes les plus graves de l'heure, à savoir la pauvreté, le développement, l'environnement, la condition de la femme,

/...

l'épanouissement des enfants d'aujourd'hui qui sont les piliers de demain, la santé publique ainsi que d'autres domaines dont dépend le bien-être actuel et futur des peuples.

Si la Conférence réussit à adopter ce programme, elle aura franchi un pas décisif en créant l'élan nécessaire non seulement pour tracer la voie menant à la solution de ces problèmes, mais aussi pour s'y maintenir et répondre aux exigences qu'elle implique.

C'est là le véritable défi qu'il nous faut relever. Nous sommes en présence d'une occasion unique qu'il est de notre devoir à tous de saisir dans toute son ampleur.

À vrai dire, la Conférence internationale qui s'ouvre aujourd'hui est le produit d'une longue et vaste réflexion que l'Organisation des Nations Unies ne cesse de mener, depuis son origine. Dès son Préambule, la Charte affirme fortement la volonté de la communauté internationale de "favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande".

C'est dans cet esprit que le Conseil économique et social a créé, dès 1946, la Commission de la population qui a inspiré les premières délibérations de l'organisation mondiale sur ce thème. L'Assemblée générale, elle-même, a pris très tôt en charge les questions de population. Et elle a su dégager, dans ce domaine, des principes d'action, dont les différentes décennies pour le développement portent notamment la trace.

Mais l'Organisation des Nations Unies a également institué des structures opérationnelles pour assister les États dans leur politique démographique. À cet égard, chacun sait le rôle que joue le Fonds des Nations Unies pour la population. L'ampleur des programmes qu'il réalise, depuis 25 ans, dans les différentes régions du monde et dans divers domaines d'activité illustre l'importance de son action.

Je tiens à rendre ici un hommage particulier à tous ceux qui – au FNUAP, au Secrétariat, dans les commissions régionales, les organismes et les programmes des Nations Unies – ont consacré tant de temps et d'efforts au succès de la Conférence.

La Directrice exécutive du Fonds, Mme Nafis Sadik, a joué à cet égard un rôle essentiel.

Chacun sent bien, en effet, que la prise en charge des phénomènes de population par la communauté internationale doit faire l'objet d'un vaste débat qui mobilise l'ensemble des États Membres au niveau le plus élevé. C'est le rôle des différentes conférences internationales qui se sont déroulées sur ce sujet depuis une vingtaine d'années, de la Conférence de Bucarest jusqu'à la Conférence de Mexico.

La Conférence qui s'ouvre aujourd'hui au Caire marque une étape nouvelle et importante dans la réflexion de la communauté internationale sur les questions de population, et témoigne de la volonté d'inscrire cette réflexion dans la perspective du développement.

Mais je voudrais dire aussi que cette conférence ne prend toute sa signification que si on la projette dans l'ensemble des réunions internationales que l'ONU organise, à l'heure actuelle, dans le domaine économique et social.

J'ai eu, à plusieurs reprises, l'occasion de souligner l'importance des activités menées par l'Organisation des Nations Unies en matière économique et sociale. Trop souvent, l'opinion publique et les médias ne connaissent l'ONU qu'à travers le rôle qu'elle joue au service de la paix et de la sécurité internationales. Certes, cette action est considérable et mérite sans cesse d'être encouragée. Il n'en reste pas moins qu'elle ne représente que 30 % environ des activités conduites par l'Organisation. Et c'est dans le champ économique et social que porte l'essentiel de ses autres missions.

Je voudrais souligner également que la réflexion que la communauté internationale mène ainsi sur son avenir collectif est, en profondeur, une réflexion sur le devenir de la personne humaine. Et cela doit rester présent à nos esprits tout au long de la Conférence.

C'est, en effet, la personne humaine dans son environnement dont nous avons débattu ensemble à Rio.

C'est la personne humaine, en tant que titulaire de droits, sur laquelle nous nous sommes interrogés à Vienne.

C'est la personne humaine dans son développement social qui sera au centre de nos débats de Copenhague.

Et c'est la personne humaine, à travers le statut et la condition de la femme, qui nous réunira l'année prochaine à Beijing.

Cette préoccupation, nous la retrouvons bien évidemment aujourd'hui, ici, au Caire, à travers le mandat que nous assigne la Conférence internationale sur la population et le développement. Et les objectifs qui nous sont fixés témoignent de ces interrogations cruciales :

Quels sont les liens entre population, croissance économique soutenue et développement durable?

Quelle doit être notre attitude face à l'accroissement démographique et à la structure de la population?

Comment assurer l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes?

Quel est le rôle qui revient à la famille?

Comment réduire la mortalité infantile et la mortalité liée à la maternité?

Comment pouvons-nous protéger la dignité et le bien-être des personnes âgées?

Comment mieux promouvoir des politiques démographiques et de planification familiale?

Comment maîtriser les mouvements migratoires, internes et internationaux?

Quel devrait être le rôle des organisations non gouvernementales face à ces problèmes fondamentaux?

On le voit, il s'agit là de questions fort délicates, car – ne nous le cachons pas – même derrière les problèmes les plus techniques dont nous aurons à débattre se profilent implicitement des choix de société. Et dès lors, on peut comprendre les craintes, les réticences ou les critiques qui ont entouré la préparation de cette conférence.

Mais ce n'est pas là une raison, à mes yeux – loin de là – pour éluder des questions essentielles pour le futur de l'humanité. Et nul ne comprendrait que l'ONU, dont l'un des rôles principaux est d'être le grand forum de la société internationale, n'aborde pas ces interrogations fondamentales.

L'Organisation des Nations Unies, pour être fidèle à sa vocation et à sa nature, se doit d'offrir aux États un cadre de discussion ouvert et libre, attentif à la diversité des opinions et des convictions. Ainsi, loin de moi l'idée de vous proposer, au seuil de cette conférence, des modèles généraux ou des réponses toutes faites.

J'estime cependant, en tant que Secrétaire général de l'ONU, qu'il est de mon devoir de vous inviter à aborder cette conférence internationale dans un esprit constructif et positif.

Dans cette perspective, j'aimerais vous suggérer, non pas une méthode de travail, mais ce que je voudrais appeler des "principes de conduite". Ces principes, qui doivent animer la Conférence du Caire, peuvent, me semble-t-il, s'incarner dans trois mots essentiels que j'offre à votre attention : l'exigence, la tolérance et la conscience.

Ce sont ces trois principes de conduite sur lesquels j'aimerais réfléchir, quelques instants, devant vous.

L'exigence à laquelle nous devons nous soumettre est tout autant celle des faits que celle de l'esprit.

Le monde compte aujourd'hui 5 milliards 630 millions d'habitants. Chaque année, la population mondiale croît de près de 100 millions d'habitants. Et selon les projections des Nations Unies, elle devrait se situer en 2050 entre 7 milliards 918 millions et 11 milliards et demi.

Nous savons tous aussi que cette croissance démographique est largement concentrée dans les pays les plus pauvres de la planète. À l'heure actuelle, 4 milliards et demi d'habitants, c'est-à-dire presque 80 % de la population

globale, vivent dans les régions les moins développées du monde. Et, si nul n'intervient, cette situation risque de s'aggraver dans les années à venir.

Dès lors se pose à nous une interrogation majeure : Comment être fidèle à l'impératif de progrès social prévu dans la Charte quand, chaque jour, viennent au monde 377 000 nouveaux êtres humains, pour la plupart dans les régions en développement et, pour nombre d'entre eux, dans des conditions de privation et de pauvreté insupportables?

Face à la réalité qui s'impose à nous, l'indifférence et l'inaction constituent de véritables crimes contre l'esprit. Nous devons mettre en oeuvre, encourager et soutenir des politiques démographiques nationales, régionales et internationales. Car – je le dis de la façon la plus nette – c'est par notre intervention et notre volonté que nous pourrions assurer le progrès harmonieux de la société et que nous pourrions préserver l'avenir des générations futures dont nous sommes, dès à présent, comptables.

Il serait inadmissible de s'en remettre à je ne sais quel ordre naturel, c'est-à-dire de laisser les guerres, les catastrophes, les famines ou la maladie réguler la croissance démographique de notre planète.

Les États doivent être soutenus dans leurs efforts pour maîtriser l'évolution démographique. Et c'est le rôle d'une conférence telle que la nôtre non seulement de mesurer les progrès accomplis depuis une décennie, mais également d'imaginer des moyens de mieux conjuguer, ainsi que le titre même de notre conférence nous y invite, population et développement.

Mais nous devons aussi penser les politiques démographiques et de planification familiale de la manière la plus large et la plus globale, pour remédier tout autant au problème lui-même qu'à ses causes les plus profondes. Il est, en effet, impossible de dissocier les politiques relatives à la population et les politiques en matière de santé, d'alimentation et d'éducation.

Sur ce dernier point, je voudrais souligner avec force le rôle essentiel qui doit être assigné aux femmes dans ces politiques. L'éducation et la mobilisation des femmes sont, en effet, des objectifs indispensables pour faire aboutir, de par le monde, toute politique dans le domaine de la population et du développement.

J'ai bien conscience que l'élaboration et la mise en oeuvre de telles politiques peuvent, dans certains cas, heurter des esprits ou bousculer des traditions. C'est la raison pour laquelle je veux insister sur le second principe qui doit, ici, nous guider : le principe de tolérance.

La tolérance impose à une conférence telle que la nôtre d'être éminemment respectueuse des cultures et des convictions. Car la Conférence sur la population et le développement soulève à la fois – chacun en est bien convaincu – des questions sociales et des questions éthiques.

Sur le plan social, ce que nous nommons "la population" n'est pas – ne l'oublions jamais – un tout indifférencié. Chaque membre de la population s'inscrit dans une culture, dans une société, dans une tradition. La population

est un champ d'appartenances multiples dont chaque communauté mérite notre respect et dont la famille constitue le noyau central.

La population est, avant tout, un lieu de solidarités diverses et variées, et il conviendra, dans nos débats, d'en tenir compte.

Mais la population, c'est aussi un ensemble de peuples et un ensemble d'individus. Et, dès lors, ne manquons jamais d'établir une relation entre notre conférence et la notion si essentielle de droit des peuples. Et ne perdons jamais de vue la nécessité d'inscrire notre politique dans la perspective des droits de l'homme.

J'ai eu, lors de la Conférence de Vienne, l'an dernier, l'occasion de mettre l'accent sur la notion d'universalité et la dimension à la fois absolue et contingente des droits de l'homme. C'est la même dialectique de l'universel et du particulier, de l'identité et de la différence, que nous devons, ici, mettre en oeuvre – et singulièrement lorsque nous devons aborder les questions les plus délicates de la Conférence.

J'appelle donc chacune et chacun d'entre vous à la tolérance et au respect des sensibilités qui peuvent se manifester à l'occasion de ces débats.

Cette tolérance doit être entendue de la manière la plus forte, car elle ne doit déboucher ni sur des compromis prudents, ni sur des demi-mesures, ni sur des solutions approximatives ou, pire encore, sur des déclarations lénifiantes. De même, devons-nous éviter de nous enfermer dans d'absurdes et rétrogrades querelles de mots.

Cette tolérance doit être entendue, aussi, de manière réciproque, car on ne saurait admettre que telle ou telle conception philosophique, morale ou spirituelle puisse s'imposer à l'ensemble de la communauté internationale, ou s'opposer aux progrès de l'humanité.

C'est dire que le succès de notre conférence dépend de nos efforts pour surmonter nos clivages apparents, nos différences du moment, nos barrières idéologiques et culturelles. C'est la raison pour laquelle j'en appelle à la conscience comme troisième principe de conduite de notre conférence.

La conscience est traditionnellement définie comme la faculté qu'a l'homme de connaître sa propre réalité et de la juger. Et c'est bien de cela qu'il s'agit pour nous.

Car la conscience que nous devons avoir de nous-mêmes, c'est d'abord celle de notre liberté de jugement et du droit de chacune et de chacun de conduire et de diriger sa vie comme il l'entend, dans le respect de la liberté d'autrui et des règles de la société.

Les hommes et les femmes, partout dans le monde, doivent avoir non seulement le droit, mais aussi les moyens, de choisir leur avenir individuel et familial.

Cette liberté de décision est une liberté fondamentale et elle doit être protégée et encouragée. S'il en était autrement, ce seraient les plus pauvres de la planète – et je pense particulièrement, en disant cela, à la situation des femmes – qui en subiraient les conséquences les plus désastreuses.

Mais cette liberté ne sera authentique que si elle est vécue et réalisée dans un cadre qui favorise la responsabilité de chacune et de chacun.

Dès lors, seule la conjonction de la liberté et de la responsabilité permettra le plein épanouissement des individus dans un environnement familial soucieux de la dignité de la personne humaine et de l'avenir de la société.

Mais la conscience que nous devons avoir de nous-mêmes, c'est aussi celle de notre interdépendance. Trop souvent, celle-ci ne nous apparaît que dans l'urgence, la contrainte et la menace, de la façon la plus négative, à travers des vagues d'immigration ou des flots de réfugiés.

Nos débats sur la population et le développement doivent nous amener, ici, à mieux appréhender et à mieux faire percevoir à l'opinion publique de nos pays, non seulement l'unité de notre condition humaine, mais aussi l'identité de notre destin.

Notre conférence doit également nous aider – c'est en tout cas le voeu que je forme – à assumer toutes nos responsabilités à l'égard des générations futures. Ce que nous appelons "la population" n'est, en réalité, qu'un moment de la longue histoire de l'humanité en marche. Cela ne doit jamais être perdu de vue et nous renvoie à l'une des questions les plus fondamentales de nos débats à venir : Comment mettre en oeuvre des politiques démographiques qui puissent à la fois respecter les libertés de chacun et garantir aux générations futures un développement harmonieux et un progrès social partagé?

Dès lors, la Conférence du Caire constitue l'un de ces moments rares et essentiels où la communauté des États, en s'interrogeant sur ses réalités présentes, se projette dans son devenir commun.

La Conférence du Caire est aussi une étape décisive dans l'assomption de notre responsabilité collective à l'égard des générations futures.

La Conférence du Caire témoigne, enfin, de la façon la plus forte, de notre volonté de maîtriser, ensemble, l'avenir démographique, économique et social de la planète.

Déclaration de M. Mouhammad Hosni Mubarak, Président de l'Égypte et Président de la Conférence internationale sur la population et le développement

Bienvenue sur la bonne terre d'Égypte, berceau de la civilisation et patrie de la paix, qui au cours des âges a toujours été un creuset de peuples et de civilisations. Elle a nourri le progrès de l'humanité d'un ensemble de valeurs humaines nées de l'amalgame des civilisations qui s'est fait sur son territoire immortel au cours de sept millénaires.

Bienvenue au Caire, métropole des Arabes et des Africains, ville aux mille mosquées où les minarets de l'islam et les tours des églises lancent un commun message d'amour et de tolérance et illuminent des feux de la foi le labeur qu'accomplit le peuple égyptien dans cette vallée bénie, bien connue des lecteurs du Coran, comme de ceux de la Bible et de la Torah.

Bienvenue sur cette terre qui a pris part à la marche de l'humanité vers le progrès, qui a vu la naissance de l'agriculture, du monothéisme, des sciences et de l'histoire, où la relation entre l'homme et le Nil donne un modèle exemplaire de symbiose entre la société humaine et son environnement et d'équilibre entre la population et les ressources naturelles.

Bienvenue dans l'Égypte moderne, qui s'est engagée de toutes ses forces dans le combat que livre l'humanité pour faire régner la justice et l'égalité dans un monde plus sûr et plus pacifique.

Le peuple égyptien est fier de votre décision de tenir ici cette importante Conférence internationale; il y voit l'expression de la gratitude que ressentent la communauté mondiale et les Nations Unies du rôle qu'a joué l'Égypte au service de la paix, du développement et du progrès.

Nous espérons que cette conférence tenue en Égypte marquera une étape décisive dans la prise de conscience de l'unité de la destinée de l'homme sur cette planète. Où qu'ils habitent, quel que soit l'état de leur civilisation, tous les êtres humains partagent la même destinée; partout sur la planète, ils doivent relever les mêmes défis, que nous lance la montée constante de la violence et de l'agression.

Si le monde est devenu un village, ce n'est pas seulement à cause du progrès spectaculaire des communications mais aussi parce que les dangers qui le menacent ne s'arrêtent pas aux frontières des États ni aux limites des continents et qu'aucun pays ne peut se vanter d'être complètement à l'abri de leurs conséquences.

À l'aube du XXI^e siècle, nous espérons que cette conférence sera une occasion de concrétiser la détente entre les civilisations et la réconciliation entre l'humanité et son environnement. Nous espérons aussi qu'elle aidera à jeter un pont entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest et à coordonner les efforts de tous dans un élan commun pour préserver la paix et les valeurs humaines et sauvegarder les principes incarnés dans les lois divines qui séparent le bien du mal, le juste de l'injuste.

Nous espérons que cette conférence marquera une étape historique dans les annales des efforts coordonnés de l'humanité pour relever les défis que nous lance une nouvelle ère, pleine de promesses de sécurité et de justice, mais aussi de menaces difficiles à conjurer. Ces menaces peuvent découler d'une conception partielle du destin de l'humanité, qui oublie que nous sommes tous dans le même bateau et que le progrès ne mérite pas son nom s'il n'est pas universel. Cette conception ne peut qu'aboutir qu'à un monde déséquilibré, incapable d'assurer la stabilité sociale.

Les démographes nous apprennent qu'une infime fraction de la population mondiale vit dans des pays à hauts revenus : pour 822 millions d'êtres humains, le revenu annuel moyen est supérieur 20 000 dollars tandis que pour 3 milliards d'autres, il ne dépasse pas 350 dollars : ces derniers sont les habitants des pays pauvres en ressources, où la productivité est faible et qui n'ont pas les moyens d'assurer le développement humain. Quelque 15 % de la population mondiale se partagent 75 % du revenu mondial.

Ces chiffres nous incitent à poser de graves questions et à unir nos efforts pour modifier cet état de choses en renforçant la coopération entre les communautés et les moyens dont nous disposons pour relever les défis futurs.

Il ne faut pas que la Conférence qui s'ouvre aujourd'hui se contente de prendre la suite des deux précédentes, celle qui s'est tenue à Bucarest en 1974 et celle qui s'est tenue à Mexico en 1984, même si leurs réalisations sont loin d'être négligeables. Mais la Conférence du Caire doit marquer un tournant de l'histoire, une nouvelle vision du problème démographique, un effort pour le situer dans sa juste perspective. Nous sommes tous associés dans un effort commun, nous partageons la même destinée sur notre planète, à laquelle les bouleversements profonds et rapides de la deuxième moitié du XXe siècle et l'explosion démographique lancent un défi sans précédent.

L'importance de la Conférence tient à ce qu'elle se situe dans le contexte de l'immense espoir de voir régner un nouvel ordre mondial, dominé par la paix, la justice et la coopération, et où les bains de sang et la misère qui nous entourent encore n'auront plus leur place, non plus que la crainte dans laquelle vivent tant d'êtres humains d'être marginalisés ou exclus du progrès parce que la justice est foulée aux pieds.

Permettez-moi de vous faire part de ma conception des tâches et des objectifs de la Conférence. Certes, ce n'est là que ma conception personnelle; toutefois elle reflète les aspirations de beaucoup de peuples qui ont placé d'immenses espoirs dans cette conférence. En ce moment décisif, nous avons l'obligation de consacrer à son succès tous nos efforts et toute notre réflexion, sans oublier que nous partageons tous la même destinée et le même avenir.

Premièrement, à ce stade crucial du progrès de l'humanité, notre conférence doit répondre aux aspirations des peuples et aboutir à une vision commune propice à la marche du progrès, qui établisse sur des bases solides les principes de la paix, de la justice et de la coopération, et qui attache du prix au travail et à la vertu. Le meilleur point de départ est peut-être de reconnaître que nos recommandations devront être l'aboutissement de discussions franches et de dialogues ouverts, excluant l'adhésion rigide à des formules stéréotypées qui n'auraient pas été examinées et discutées pendant la Conférence.

À mon sens, les résultats de la Conférence devraient être le fruit d'une interaction créatrice entre diverses opinions, qui se concrétiserait par un libre dialogue visant à trouver le dénominateur commun de toutes les positions différentes. Ainsi, ses recommandations traduiraient les aspirations de l'humanité tout entière, et seraient fondées sur la justice et l'égalité de tous

les pays et de tous les peuples, même les plus petits et les moins riches. La Conférence réunit des peuples de différentes civilisations, cultures et religions, dont il faut respecter les lois. La seule façon d'aboutir à un commun dénominateur capable de créer l'unité au sein de cette assemblée si diverse est de laisser libre cours à l'interaction des opinions dans une atmosphère démocratique.

Deuxièmement, pour trouver ce dénominateur, il faut que le dialogue soit guidé par un esprit de solidarité, le sens de nos responsabilités communes, le désir de s'ouvrir aux opinions des autres et la conscience que nul ne peut prétendre tout savoir. Il devra être fondé sur le compromis et refléter les interdépendances entre les cultures. Si le dialogue est bloqué par les idées préconçues que certains voudront imposer aux autres, nous manquerons notre objectif, et nous nous perdrons. Le clivage entre pays avancés et pays en développement risque de polariser le dialogue à tel point que nous nous égarerons dans un labyrinthe de contradictions sans issue. Nos efforts seraient alors perdus, notre unité rompue, et nous serions incapables de faire face aux graves dangers qui menacent l'existence humaine.

Troisièmement, nous sommes fermement convaincus qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre religion et science, entre spiritualité et vie matérielle, entre les exigences de la modernisation et la tradition, parce que la vie dépend de la synergie entre tous ces facteurs. L'homme ne saurait conquérir la paix, la sécurité et le bonheur sans un juste équilibre entre ses besoins spirituels et ses besoins matériels.

Quatrièmement, les recommandations que formulera la Conférence devront être conçues pour le bien de toutes les sociétés, quelles que soient leur condition et leurs croyances fondamentales. Elles devront être conformes aux lois célestes et aux principes religieux auxquelles elles adhèrent, et compatibles avec les philosophies qui régissent leur conception de la vie.

Permettez-moi à ce propos de citer la résolution 1991/93 dans laquelle le Conseil économique et social a souligné que chaque pays a le droit souverain d'élaborer et d'adopter sa propre politique de population, en tenant compte de sa culture, de ses valeurs et de ses traditions et en respectant les droits de l'homme et les responsabilités des personnes, des familles et des sociétés.

Cinquièmement, il serait vain de vouloir dissocier la Conférence du Caire des nombreux débats passés et futurs de la communauté internationale concernant les grands problèmes de notre époque, par exemple la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 et les prochaines conférences sur le développement social, sur les femmes et sur les établissements humains.

Tous ces débats internationaux doivent être situés dans un cadre unique; les problèmes de notre planète sont devenus si compliqués et ont entre eux des liaisons si complexes que leur solution ne saurait jaillir que d'une vision intégrée du développement.

Il suffira peut-être de rappeler certains faits importants pour donner la juste mesure des problèmes de la planète. Elle compte aujourd'hui 5 milliards

et demi d'habitants et ce nombre augmente de 90 millions par an. Les trois quarts de l'humanité vivent dans les pays en développement, dont la part du revenu mondial n'est que de 15 %, ce qui complique encore la situation.

Selon les statistiques internationales, ces pays comptent 500 millions de chômeurs, que l'absence de travail isole de la vie sociale : cet isolement est le résultat le plus grave et le plus destructeur du chômage.

La plupart de ces pays sont écrasés par le fardeau d'une lourde dette, particulièrement en Afrique, où l'endettement extérieur a atteint 285 milliards de dollars. Des pénuries alimentaires sévissent dans beaucoup d'entre eux à cause de la sécheresse et de la désertification.

Dans ces régions en développement, un demi-million de femmes meurent chaque année des conséquences de la grossesse, soit un taux 200 fois plus élevé que parmi les femmes européennes.

Comment, dans ces conditions, ne pas redoubler d'efforts pour résoudre le problème de la population et mettre un frein au surpeuplement, dans le respect des lois divines et des valeurs religieuses, afin de ramener la croissance démographique à des taux raisonnables, qui soient à la mesure des ressources de la planète, afin d'assurer un meilleur avenir aux générations futures?

C'est là la responsabilité commune de tous les peuples du monde, à commencer par les peuples riches, pas seulement parce que nous vivons dans le même monde et que l'intégration et la coopération sont pour nous un devoir imprescriptible, pas seulement parce que les problèmes sont en partie dus à l'injustice des relations entre le tiers monde et le monde industrialisé, mais parce que le surpeuplement est peut-être la menace la plus grave qui pèse sur notre planète car il entraîne dans son sillage d'innombrables dangers : migrations massives, violence, épidémies, détérioration constante de l'environnement aux dépens de l'humanité tout entière.

Le problème de la population ne saurait être résolu sur le plan purement démographique : il est indissociable des problèmes de développement social, économique et culturel, et de la nécessité de valoriser le potentiel humain et d'assurer la participation de chacun à la production et à la consommation.

Tout cela doit être guidé par une juste conception de la nature des relations entre population et ressources, et compte tenu des besoins des générations futures ainsi que de la nécessité de satisfaire les besoins d'aujourd'hui.

Si l'on adhère honnêtement à cette vision intégrée du problème de la population, on ne pourra que redoubler d'efforts pour améliorer les services d'éducation et de santé et accorder davantage d'attention aux femmes, qui jouent un rôle majeur dans la formation des familles et l'éducation des enfants et sur qui retombe aussi en majeure partie la responsabilité d'appliquer les programmes concernant la population.

La pierre angulaire et le point de départ de toute politique démographique efficace visant à établir une société capable de faire triompher le

développement au moindre coût doivent être, surtout dans les pays en développement, l'amélioration de la condition féminine et la sensibilisation à tous les aspects de ce problème.

L'Égypte a connu une grave crise démographique au milieu du XXe siècle du fait de la baisse constante des taux de mortalité, conjuguée avec la stabilisation des taux de natalité à des niveaux plus élevés que précédemment; grâce au solide développement des services de santé, la population égyptienne a doublé en un quart de siècle.

Cette explosion démographique a absorbé les dividendes du développement et menace les niveaux de vie, car la demande de services a augmenté alors que les ressources sont restées limitées. Nous n'avons pu ni répondre aux aspirations croissantes à une meilleure qualité de vie, ni faire face à un taux de croissance démographique qui était le plus élevé du monde.

Comme cette population très nombreuse est en outre concentrée dans une zone limitée - la vallée et le delta du Nil -, la densité démographique a atteint des niveaux incroyablement élevés.

Bien évidemment, c'est là un problème absolument prioritaire pour l'État et pour la société tout entière. Des organismes publics et des associations populaires unissent leurs efforts pour trouver une solution viable, acceptable pour tous et crédible pour chaque citoyen. Cette solution devra respecter les croyances et valeurs religieuses afin de susciter l'enthousiasme et la participation volontaire.

Le programme égyptien en matière de population a atteint ses objectifs. Il consistait avant tout à faire connaître les faits sans déguisement, parce que l'on pensait que chacun saurait accomplir son rôle s'il était armé des connaissances voulues. La connaissance de la vérité est la première motivation qui mobilise les gens et leur permet de faire des choix logiques conformes à leurs convictions psychologiques.

Nous avons rejeté toutes les politiques de population fondées sur la coercition, car elles seraient contraires à nos valeurs spirituelles, aux lois divines et aux principes essentiels de notre constitution. En outre, si la population juge les plans et programmes inacceptables, la coercition risque d'avoir un effet contraire aux buts visés, même si l'on obtient parfois des succès apparents au début. De telles mesures contraignantes sont impossibles à appliquer dans une société démocratique libre de la coercition et de la peur et elles ne sauraient en aucun cas aider à créer de bons citoyens capables d'une participation efficace.

Nous avons refusé de recourir à toute législation restreignant la liberté des citoyens ou qui pourrait les obliger à adopter telle ou telle méthode de planification familiale. En effet, nous sommes fermement convaincus qu'en matière de famille, le succès et la continuité ne peuvent reposer que sur la liberté et le choix individuels.

Nous avons tenu à ce que notre programme de population respecte les valeurs religieuses parce que nous savons que ces valeurs impriment un élan considérable

aux réformes, dans la mesure où les intentions sont bonnes, ou la tolérance règne, et où chacun se préoccupe plus de la teneur et des conséquences des réformes que des formes et des apparences.

Notre premier but a donc été de sensibiliser les Égyptiens au problème démographique et à ses relations complexes avec nos ressources limitées et avec l'aspiration des citoyens à une meilleure qualité de vie.

Nous nous sommes efforcés d'améliorer l'éducation dans toute l'Égypte : c'est là pour nous une cause nationale qui mérite la priorité absolue. L'amélioration de l'éducation est le point de départ de toute réforme visant à créer une société capable de relever de grands défis.

Aujourd'hui nous appliquons un programme ambitieux portant sur tous les aspects de l'éducation, à commencer par la création d'écoles nouvelles et modernes qui offrent une bonne scolarité. Notre programme vise aussi à restaurer les écoles existantes et à réviser les programmes. On prévoit en outre un recyclage des enseignants, pour qu'ils soient mieux à même de développer l'intelligence des écoliers et de les aider à comprendre les phénomènes scientifiques et l'évolution moderne des sciences. On cherche à développer la personnalité des élèves pour les aider à participer à un dialogue constructif et à faire des choix rationnels.

Nous accordons tout autant d'attention à l'amélioration des services de santé dans tout le pays. C'est là un effort majeur, étant donné que l'Égypte compte quelque 4 000 villages et un nombre considérable de petites agglomérations. Nous avons dû redoubler d'efforts pour améliorer les services de santé afin qu'ils soient accessibles à tous les citoyens; nous avons accordé une attention particulière à la santé des femmes et des enfants ainsi qu'à la santé psychique.

Le résultat de ces politiques, qui s'appuyaient sur l'information, la sensibilisation et la mise en place de services de santé et d'éducation accessibles à tous, a été de ramener le taux de croissance démographique de 2,8 % par an en 1980 à 2,2 % en 1994. La proportion des familles participant à des programmes de planification familiale est passée de 28 à 50 % du total, tant dans les campagnes que dans les villes.

Un des aspects les plus marquants du programme égyptien est qu'il est devenu une cause nationale à laquelle se sont ralliés tous les partis et toutes les sectes. Un consensus national s'est dégagé, réunissant tous les citoyens, indépendamment de leurs croyances religieuses ou leur adhésion à des sectes.

C'est là un résultat prometteur, qui prouve que nous avons choisi la bonne voie et que nous avons adopté des politiques stables qui assurent la viabilité à long terme de la réforme et garantissent son succès, parce qu'elles sont basées sur le libre choix de tous les citoyens.

Beaucoup de pays amis et les principales organisations internationales ont coopéré avec nous, en particulier l'Organisation des Nations Unies, le Fonds des Nations Unies pour la population, le PNUD, l'UNICEF, l'OMS et l'UNESCO. En outre, les gouvernements de certains États amis ont contribué au succès du

programme égyptien. La coopération peut beaucoup aider tout pays appliquant un programme national inspiré par sa propre situation et compatible avec ses valeurs et traditions, car elle contribue à réaliser les objectifs du pays et l'aide à atteindre les priorités qu'il s'est fixées.

Permettez-moi de saisir cette occasion de remercier les organisations qui nous ont aidés. Je tiens tout particulièrement à remercier M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations Unies, et Mme Nafis Sadik, Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population et Secrétaire général de la Conférence, de tout ce qu'ils ont fait pour assurer le succès de la Conférence.

Nous abordons cette conférence avec l'espoir que les débats seront menés en toute liberté, sans qu'interviennent les intérêts et préjugés personnels, dans un esprit d'impartialité et d'objectivité scientifique. Nous espérons aussi que la Conférence saura reconnaître les valeurs éthiques et les doctrines religieuses et donner à toutes les parties la possibilité de participer afin que toutes les cultures et toutes les opinions puissent interagir de façon à enrichir notre expérience commune.

Nous voulons que notre dialogue évite le dogmatisme et le fanatisme et que les opinions extrémistes soient tenues à l'écart du développement des sociétés, car elles ne sauraient rallier l'unanimité.

Si sages et clairvoyants que nous soyons, je pense que nous ne pourrions jamais résoudre de façon valable le problème de la population à moins que les solutions proposées ne soient acceptables à nos sociétés, ne répondent aux besoins fondamentaux de nos peuples et ne respectent leurs valeurs et leurs croyances.

Nous devons nous garder de sous-estimer les dangers que le surpeuplement crée pour notre planète. Il ne faut pas non plus nous fermer les yeux devant les innombrables tragédies qui se déroulent encore dans le monde, bien que la guerre froide soit finie. Mais il ne faut pas non plus nier les nouvelles perspectives qui se sont ouvertes, et qui nous offrent la promesse d'un lendemain meilleur.

Les réalisations magnifiques de la science et des techniques modernes, qui nous émerveillent tous les jours, rendent l'homme plus capable de résoudre les grands problèmes, qu'il s'agisse de la nutrition, du remplacement des produits rares ou dangereux, de la protection de l'environnement ou de l'amélioration des services.

De plus en plus, on se rend compte que l'homme ne saurait s'accomplir si la satisfaction de ses besoins matériels se fait aux dépens de ses exigences psychiques et spirituelles. C'est ce qui nous permet d'espérer que les générations futures, grâce à leur foi profonde, sauront éviter l'abîme du doute et le labyrinthe de l'aberration.

Les progrès les plus remarquables qu'ait connus notre planète, et qui ont transformé la destinée de l'humanité, sont la propension croissante à la paix et

le refus de la course aux armements et de tous les types d'armes de destruction massive, partout dans le monde.

Aujourd'hui, l'homme demande un monde plus pacifique et plus sûr pour pouvoir consacrer son énergie au bien de l'humanité. C'est pourquoi on tend de plus en plus à régler les différends qui semblent les plus irréductibles par la négociation, par des moyens pacifiques et par l'acceptation réciproque de solutions justes qui reflètent de façon équilibrée les intérêts de toutes les parties conformément aux principes de la justice et du droit.

Tels sont, à mon sens, les progrès les plus prometteurs pour l'avenir de notre planète; ces progrès sont bien réels, malgré toutes les tragédies qui se déroulent encore en bien des endroits. Nous aspirons aujourd'hui à un monde meilleur, plus capable de relever les défis de l'avenir, un monde dans lequel les relations et la coopération entre les peuples remplaceront l'hostilité et les conflits, où la tolérance remplacera l'extrémisme et le fanatisme, dans un effort commun pour assurer le rapprochement entre les nations et les peuples et pour créer une compétitivité constructive propre à enrichir la vie des hommes et à protéger les générations présentes et futures.

Ce sont là des aspirations légitimes qui n'ont rien d'utopique; elles pourront être satisfaites si nous serrons les rangs et nous unissons, mais il faudra pour cela travailler ensemble dans un nouvel esprit, reconnaissant que nous sommes tous dans le même bateau.

Je prie sincèrement le Seigneur Tout Puissant de protéger notre marche et de nous mener au succès.

Puisse la paix, la merci et la bénédiction d'Allah être sur vous.

Déclaration de Mme Nafis Sadik, Secrétaire générale
de la Conférence internationale sur la population
et le développement

C'est une conférence historique qui nous réunit ici, dans cette belle ville chargée d'histoire, cité moderne imprégnée de traditions anciennes, centre de savoir autant que de commerce et d'industrie, haut lieu de culture islamique et siège du Gouvernement depuis près de 1 000 ans. Monsieur le Président, nous tenons à vous adresser nos plus vifs remerciements pour votre aimable accueil et votre chaleureuse hospitalité, et à remercier également votre Gouvernement qui dirige un pays dynamique et en pleine croissance.

Monsieur le Président, votre ville et votre pays sont profondément ancrés dans le passé mais aussi résolument tournés vers l'avenir. La manière dont vous abordez les questions de population et de développement constitue un exemple tant pour les pays arabes que pour les pays africains. Il est légitime que cette grande ville devienne le centre du monde pendant les 10 jours à venir.

Monsieur le Secrétaire Général, c'est un honneur pour moi de me trouver chez vous, et de pouvoir vous remercier personnellement de votre aide et de vos

précieux conseils. Dès le moment où vous avez été élu, vous m'avez apporté un appui sans faille, que vous avez constamment manifesté pendant les préparatifs de la Conférence.

Je tiens à remercier particulièrement tous les chefs d'État et de gouvernement qui sont venus participer à la Conférence : le Président de l'Azerbaïdjan, le Premier Ministre du Swaziland et le Vice-Président Gore des États-Unis d'Amérique.

Je me réjouis tout spécialement de la venue de deux Premiers Ministres, Mesdames Bhutto et Brundtland. Madame Brundtland a été la première, parmi les chefs d'État et de gouvernement, à annoncer qu'elle se rendrait au Caire. Quant à vous, Madame Bhutto, que dire sinon que le monde entier admire votre courage et votre détermination. Ces qualités sont l'essence même de l'art de gouverner. Votre présence au Caire montre, mieux que de longs discours, que nous allons traiter d'une question d'importance capitale pour le monde entier.

Monsieur le Vice-Président, votre engagement de longue date pour la cause de l'environnement, tant dans votre pays que dans le reste du monde, nous fait particulièrement apprécier votre présence. Vous vous êtes fait le champion d'une exploitation des ressources soucieuse de l'avenir et ne ménagez pas votre soutien à tous ceux qui s'occupent de population et de développement.

Je regrette d'avoir à annoncer que le Président Suharto de l'Indonésie, souffrant, ne pourra pas participer à la Conférence. Il a toutefois envoyé un aimable message dans lequel il souhaite plein succès aux travaux de la Conférence et espère qu'elle marquera une étape décisive, en favorisant l'instauration d'une coopération et d'un partenariat plus actifs entre les pays, qui permettra à ceux-ci de partager l'expérience qu'ils ont acquise en matière de politiques de promotion de la famille et de population aux fins du développement durable.

J'ai le grand plaisir d'accueillir mes collègues, chefs de secrétariat de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale de la santé, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Programme des Nations Unies pour le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Le Haut Commissaire pour les droits de l'homme n'a pas pu venir au Caire mais a envoyé un message dans lequel il exprime son appui indéfectible aux travaux de la Conférence. Je recommande à tous les participants d'en prendre connaissance.

Enfin, je tiens à féliciter Monsieur Mahran, Ministre de la famille et de la population, pour le travail remarquable qu'il accomplit depuis de nombreuses années dans le cadre du programme national de planification familiale en Égypte, et à le remercier de tout coeur d'avoir présidé le Comité national préparatoire et d'avoir apporté tant de soin aux préparatifs de la Conférence.

Permettez-moi aussi de rendre hommage aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies, à toutes celles et à tous ceux que vous voyez ici mais aussi à celles et ceux qui travaillent dans l'ombre, sans lesquels la Conférence n'aurait pas pu avoir lieu.

Les 170 pays et les milliers d'organisations non gouvernementales, locales et internationales, qui y participent donnent à la Conférence un caractère véritablement universel. Comme vous l'avez peut-être constaté, les médias s'intéressent aussi à nos travaux : hier soir, 3 725 journalistes s'étaient inscrits auprès du secrétariat de la Conférence. Grâce à eux, nos débats seront diffusés dans le monde entier et toucheront presque chaque foyer.

Le succès des préparatifs de la Conférence est dû à toutes celles et à tous ceux d'entre vous qui ont uni leurs efforts pendant les trois longues années qu'a duré ce processus. Le résultat de vos travaux est un projet de programme d'action dont vous débattrez et que vous arrêterez définitivement dans les jours qui viennent. Vous avez déjà approuvé les neuf dixièmes de ce document. La Conférence est déjà un succès. Comme l'a dit hier Madame Suzanne Moubarak au Colloque des ONG, la Conférence est peut-être unique parce qu'elle dépasse les clivages idéologiques stériles pour s'intéresser aux êtres humains en tant que force motrice des programmes de population et de développement.

Le projet que vous avez, dans une large mesure, approuvé repose sur les principes de morale les plus élevés. Il met l'accent sur les individus plutôt que sur les chiffres. Il est axé sur la qualité de la vie et le bien-être de la famille et de tous ses membres. Je l'aborderai plus en détail ultérieurement dans la journée. Pour le moment, permettez-moi de vous faire part de mon vœu le plus cher : j'espère que vous vous mettrez d'accord sur les mesures à prendre afin de réduire les souffrances inutiles, voire les décès, qui résultent du manque d'instruction, de l'insuffisance des services de santé primaires et de planification familiale et du fait que les individus ne maîtrisent pas leur propre existence.

Tous les jours, des centaines de femmes meurent de causes liées à la grossesse et à l'accouchement. Tous les jours, des centaines de nouveau-nés meurent parce que leurs mères n'ont pas bénéficié de soins prénatals de base.

Nous avons les moyens d'empêcher cette tragédie. Au nom de l'humanité, décidons qu'il en soit ainsi.

Vous avez constaté les faits, vous avez approuvé des objectifs et vous avez recommandé des mesures spécifiques dans des domaines bien définis. Vous avez montré que vous étiez disposés à vous attaquer à certains des problèmes les plus ardues de notre temps. Pour reprendre les termes de M. Ahmed Fathi Sorour, Président de l'Assemblée du peuple d'Égypte, il est temps maintenant de "débattre en toute franchise et d'agir de façon concertée pour le bien de l'humanité". Et comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, le bien de l'humanité est une notion universelle. Dans le même esprit, l'appel que nous lançons pour une action concertée entre tous les pays du monde doit contribuer à répondre aux attentes des individus du monde entier.

Grâce aux efforts que vous avez déjà déployés, vous avez devant vous un document très concret et orienté vers l'action. Avec les efforts supplémentaires que vous allez lui consacrer au cours des 10 prochains jours, le Programme d'action deviendra un des facteurs de stabilité pour l'avenir. Je souhaite plein succès à vos travaux.

Déclaration de Mme Gro Harlem Brundtland,
Premier Ministre de la Norvège

Oublions le battage fait par les médias autour de la Conférence et concentrons-nous sur les problèmes essentiels. Nous sommes réunis ici pour prendre un engagement moral d'agir. La solidarité avec les générations actuelles et futures a son prix, et si nous ne le payons pas intégralement, nous risquons d'aller à la faillite.

Le véritable objet de la Conférence est l'avenir de la démocratie et les moyens d'élargir et de renforcer ses fondements et son champ d'action. Si nous ne donnons pas à nos populations les moyens de devenir autonomes en les éduquant, en prenant soin de leur santé, en leur permettant d'accéder à la vie économique de façon équitable et en leur offrant des possibilités multiples, la pauvreté continuera d'exister, l'ignorance sera largement répandue et les besoins de populations trop nombreuses ne pourront être satisfaits. Les questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence ne constituent donc pas simplement des sujet de débat, ce sont des éléments essentiels de notre démocratie à l'échelle mondiale.

Il est symbolique que nous parlions de l'avenir de la civilisation en ce lieu qui en est le berceau. Nous sommes particulièrement reconnaissants au Président Moubarak et au peuple égyptien de nous avoir invités sur les rives du Nil, où le lien entre les hommes et les ressources est si visible et où le contraste entre la permanence et le changement est si évident.

Nous savons également gré à Madame Nafis Sadik et à ses collaborateurs pour les efforts et l'énergie considérables qu'ils ont déployés dans le cadre des préparatifs de la Conférence.

Dix années d'expérience en tant que médecin et 20 années passées dans l'arène politique m'ont appris que le progrès de l'humanité dépendra de meilleures conditions de vie, de plus grandes possibilités de choix, de l'accès à une information impartiale et d'une véritable solidarité internationale.

Nous disposons actuellement d'une abondante documentation sur l'analyse des relations entre la croissance démographique, la pauvreté, la condition de la femme, le gaspillage résultant de certains styles de vie et modes de consommation, ainsi que sur l'efficacité ou l'inefficacité des politiques, et sur la détérioration de l'environnement qui, en ce moment même, est en train de s'accélérer.

Nous ne sommes pas réunis ici pour revenir sur tout cela, mais pour prendre un engagement. Nous allons nous engager à changer de politiques. En adoptant le Programme d'action, nous allons faire une promesse – la promesse d'allouer l'an prochain davantage de ressources que nous ne l'avons fait cette année aux systèmes de santé, à l'éducation, à la planification familiale et à la lutte contre le sida. Nous allons nous engager à assurer l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi, de même qu'à réduire les inégalités et à consacrer davantage d'efforts à satisfaire les besoins des femmes qu'à satisfaire ceux des hommes jusqu'à ce que nous puissions considérer que l'objectif d'égalité a véritablement été atteint.

Nous devons impérativement utiliser nos ressources combinées de façon plus efficace dans le cadre d'une Organisation des Nations Unies réformée et mieux coordonnée, si nous voulons surmonter la crise qui menace aujourd'hui la coopération internationale.

Dans de nombreux pays, où la croissance démographique est plus rapide que la croissance économique, les problèmes s'aggravent d'année en année. Les dépenses sociales vont monter en flèche. La rançon de l'inaction sera élevée – un cauchemar pour les ministres des finances et une injustice pour les générations futures.

Mais les avantages qui résulteront du changement de politiques sont tellement grands que nous ne pouvons pas nous permettre de le repousser. Les avantages des politiques de population doivent se mesurer par les économies que nous réaliserons sur les dépenses publiques en matière d'infrastructures, de services sociaux, de logements, d'assainissement, de services de santé et d'enseignement.

En Égypte, on a calculé que pour chaque livre investie dans les dépenses de planification familiale, on anticipe une économie de 30 livres sur les subventions relatives aux produits alimentaires et sur les dépenses d'enseignement, d'approvisionnement en eau, d'assainissement, de logement et de santé.

L'expérience nous a appris ce qui est efficace et ce qui ne l'est pas.

L'accroissement de la population mondiale étant imputable à 95 % aux pays en développement, les communautés qui supportent le fardeau de populations de plus en plus nombreuses sont aussi celles qui ont le moins de moyens pour y faire face. Ce sont des zones écologiquement fragiles, où l'on constate déjà un déséquilibre effroyable entre population et ressources.

En raison de la proportion considérable que représentent les jeunes dans nombre de nos sociétés, la population continuera de s'accroître, en chiffres absolus, pendant encore de nombreuses années, quelle que soit la stratégie que nous adopterons au Caire. Mais les résultats de la Conférence peuvent avoir une influence déterminante sur la stabilisation de la population mondiale à un moment et à un niveau qui permette de sauvegarder l'humanité et l'environnement mondial.

Il est encourageant de constater que nous avons beaucoup de points de vue communs. Dans sa forme définitive, le Programme d'action devra renfermer des engagements irréversibles en ce qui concerne le renforcement du rôle et de la condition de la femme. Nous devons tous être prêts à rendre des comptes. C'est une des règles fondamentales de la démocratie.

L'accès à l'éducation et aux services de santé de base en matière de reproduction, y compris ceux de planification familiale, doit figurer dans le Programme d'action, en tant que droit fondamental universel.

Nous ne rendrons pas les femmes plus autonomes par la seule expression de notre volonté, mais en modifiant la législation existante, en améliorant l'accès à l'information et en redistribuant les ressources. Il serait criminel de méconnaître l'urgence de cette question.

L'accès des femmes aux mécanismes de la démocratie est entravé depuis trop longtemps. On ne répétera jamais assez qu'il existe peu d'investissements aussi rentables que ceux qui sont consacrés aux femmes. Mais elles continuent d'être traitées avec condescendance ou de faire l'objet de discrimination en ce qui concerne l'accès à l'enseignement, aux ressources productives, au crédit, aux revenus et aux services, ainsi que la prise de décisions, les conditions de travail et la rémunération. Pour de trop nombreuses femmes dans de trop nombreux pays, le développement réel n'est qu'une illusion.

L'éducation des femmes, à elle seule, a des répercussions considérables tant sur l'accroissement de la productivité que sur la diminution de la mortalité infantile et de la fécondité. La rentabilité économique des investissements consacrés à l'éducation des femmes est généralement comparable à celle des fonds investis en faveur des hommes, mais leur rentabilité sociale – sur les plans de la santé et de la fécondité – dépasse de loin les avantages qui résultent de l'éducation des hommes. Prenons donc l'engagement de comparer le nombre de filles qui fréquentent l'école et le nombre de celles qui terminent leurs études, et si les chiffres diffèrent, demandons-nous pourquoi la fille qui obtient son diplôme aura moins d'enfants que sa soeur qui ne l'obtient pas.

Je suis heureuse de constater qu'un consensus est en train de se dégager sur la nécessité d'offrir à tous une gamme complète de services de planification familiale à un prix abordable. Lorsqu'on fait de la planification familiale une question d'ordre moral, la religion peut constituer un obstacle important. Toutefois, la moralité n'a pas seulement trait au contrôle de la sexualité et à la protection de la vie avant la naissance. La moralité consiste aussi à donner aux individus la possibilité de choisir, à supprimer les pressions de toutes sortes et à abolir la pénalisation de drames personnels. La moralité devient de l'hypocrisie si elle signifie que l'on doit accepter que des mères souffrent ou meurent de grossesses non désirées ou d'avortements clandestins et que des enfants non désirés vivent dans la misère.

Aucun d'entre nous ne peut feindre d'ignorer que des avortements ont lieu, et que la vie et la santé de la femme est souvent en danger là où l'avortement est illégal ou sévèrement contrôlé. La dépénalisation de l'avortement est donc la moindre des mesures à prendre pour tenir compte de cette réalité et pour protéger la vie et la santé des femmes.

Le développement économique et social, axé sur la mise en valeur des ressources humaines, peut permettre de surmonter les traditions religieuses et les obstacles culturels. Les résultats enregistrés dans la Thaïlande bouddhiste, l'Indonésie musulmane et l'Italie catholique, par exemple, montrent qu'il est possible d'obtenir une baisse relativement importante de la fécondité dans un délai étonnamment court.

On peut se féliciter que la Conférence contribue aux efforts visant à élargir le champ d'action des programmes de planification familiale pour y inclure la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles, les soins prénatals, les accouchements et les avortements. Mais il faut déplorer que ce soit une catastrophe telle que la pandémie de VIH/sida qui nous ait ouvert les yeux sur la nécessité de lutter contre les maladies sexuellement transmissibles. Il est aussi dramatique que tant de femmes aient succombé des suites de grossesses avant que nous ne réalisions que les programmes traditionnels de santé maternelle et infantile, qui permettaient de sauver la vie de tant d'enfants, n'avaient pas permis de sauver beaucoup de femmes.

Dans un programme d'action tourné vers l'avenir, il semble donc logique de regrouper les questions de santé liées à la sexualité sous le titre "santé en matière de reproduction". J'ai essayé, en vain, de comprendre comment on pouvait interpréter cette expression comme encourageant l'avortement ou comme faisant de l'avortement un moyen de planification familiale. Rarement, pour ne pas dire jamais, a-t-on entendu énoncer tant de contre-vérités pour donner à des mots un sens qu'ils n'ont jamais eu.

Je suis heureuse de pouvoir dire que le nombre total d'avortements en Norvège est resté le même après la légalisation de l'avortement, le nombre d'avortements illégaux étant devenu nul. Notre expérience est analogue à celle d'autres pays, c'est-à-dire que la loi exerce une influence sur le processus de prise de décisions et sur la sécurité de l'avortement, mais ne modifie pas les chiffres. En Norvège, le taux d'avortement est un des plus faibles au monde.

Les avortements clandestins constituent un problème de santé publique majeur dans la plupart des pays du globe. Nous savons tous parfaitement que les gens qui en ont les moyens mettent le prix qu'il faut pour avoir accès à un avortement médicalisé, quelle que soit la loi en vigueur.

Une conférence de cette envergure ne devrait pas tolérer de telles manoeuvres visant à dénaturer les faits ou à méconnaître l'angoisse de millions de femmes qui risquent leur santé et leur vie. Je me refuse tout simplement à croire que nous laisserons le désaccord qui s'est manifesté sur cette question fondamentale entraver l'un des importants résultats prospectifs de la Conférence, et j'espère que le Programme d'action reposera sur un véritable consensus et sera adopté sans arrière-pensée.

Les services de santé en matière de reproduction ne doivent pas seulement s'intéresser à des problèmes qu'on avait sous-estimés, ils doivent aussi s'occuper de catégories jusque-là négligées. Les jeunes et les célibataires ont reçu et continuent de recevoir une aide insuffisante, les centres de planification familiale répondant rarement à leurs besoins. Le fait que les services de planification familiale ne sont offerts qu'aux couples mariés est souvent justifié par la crainte de la promiscuité. Mais nous savons que le manque d'éducation et de services n'empêche pas les adolescents et les personnes non mariées d'avoir des rapports sexuels. Bien au contraire, on constate de plus en plus, dans nombre de pays – y compris le mien – que l'éducation sexuelle incite les adolescents à avoir des comportements sexuels responsables et

favorise même l'abstinence. Le manque de services de santé en matière de reproduction rend les rapports sexuels plus dangereux pour les deux partenaires, mais plus particulièrement pour la femme.

Alors que les jeunes passent de l'adolescence à l'âge adulte, leur sexualité naissante inspire trop souvent la méfiance, quand elle n'est pas complètement ignorée. À ce moment délicat de leur vie, les adolescents ont besoin d'être encadrés tout en étant indépendants, de recevoir une éducation tout en ayant la possibilité de vivre leurs propres expériences. Les parents et la société doivent alors aborder les problèmes avec tact et discernement. J'espère sincèrement que la Conférence permettra de mieux comprendre les besoins des jeunes concernant la santé en matière de reproduction, et de prendre des engagements plus fermes à cet égard, notamment par l'ouverture de services de santé confidentiels à leur intention.

Il faut avoir des idées pour changer les choses. Mais, pour traduire nos idées et nos engagements en actions concrètes, il faudra leur allouer des ressources. Le coût total du Programme d'action que nous nous apprêtons à adopter est estimé aux alentours de 17 à 20 milliards de dollars par an.

Le véritable travail va commencer lorsque la Conférence sera terminée. La grande difficulté sera de traduire les nouveaux objectifs et orientations en programmes viables. Nous nous réjouissons que d'importants bailleurs de fonds comme les États-Unis d'Amérique et le Japon aient décidé d'augmenter leur appui aux programmes de population. D'autres pays devraient les suivre dans cette voie. Nous espérons qu'à l'instar de la Norvège, d'autres pays donateurs atteindront l'objectif visant à allouer aux programmes de population au moins 4 % de l'aide publique au développement.

Il est également important que les gouvernements allouent 20 % de leurs dépenses au secteur social et que 20 % de l'aide publique au développement soient consacrés à l'élimination de la pauvreté.

Afin de disposer des ressources nécessaires à l'exécution du Programme d'action, un autre objectif fixé depuis longtemps doit être atteint, à savoir allouer 0,7 % du produit intérieur brut à l'aide publique au développement. La prétendue "lassitude des donateurs", imputable une fois encore aux problèmes de finances publiques que connaissent les pays industrialisés, ne facilitera pas la tâche. Chaque année, les gouvernements défendent âprement leurs priorités budgétaires et allocations de ressources. Le principe du 1 % ou plus à consacrer à l'aide publique au développement, que la Norvège a réussi à appliquer depuis une quinzaine d'années, nécessite un travail considérable sur le plan politique. Notre tâche serait grandement facilitée si deux conditions étaient remplies : premièrement, si d'autres pays donateurs s'approchaient de l'objectif de 0,7 %; deuxièmement, et il s'agit là d'un objectif qui tient particulièrement à coeur à la Norvège et peut-être à l'ensemble de la communauté des donateurs, si les résultats de la Conférence et d'autres instances internationales montraient que nous sommes véritablement résolus à manifester une solidarité nouvelle et plus concrète avec les pauvres et les déshérités de la terre – tous ceux qui sont privés de voix et de choix.

L'accroissement de la population est un des principaux obstacles à la prospérité mondiale et au développement durable. Nous verrons peut-être bientôt surgir de nouvelles famines, des déplacements massifs de population, des troubles, voire des conflits armés, les peuples luttant pour des terres et des ressources en eau toujours plus rares.

Dans les pays développés, les enfants des générations actuelles peuvent repousser le moment où ils devront affronter la crise écologique qui se prépare, mais les nouveau-nés d'aujourd'hui verront disparaître des ressources essentielles.

Afin qu'un équilibre durable s'instaure entre la population et la quantité de ressources naturelles qui peut être consommée, les habitants des pays industrialisés et les riches des pays du Sud ont l'obligation de réduire leur impact sur l'environnement.

Des changements sont nécessaires, tant dans le Nord que dans le Sud, mais ces changements ne se produiront pas s'ils ne passent pas par des mécanismes démocratiques. Ce n'est que lorsque les populations ont le droit d'influer sur le fonctionnement de leur société en participant à la vie politique d'une société démocratique que les changements sont viables politiquement. Ce n'est que dans ces conditions que nous pourrons répondre aux aspirations des générations à venir.

Je saisis cette occasion privilégiée pour adjurer la Conférence de prendre ses responsabilités vis-à-vis des générations futures. Les questions de population n'ont pas reçu d'écho à la Conférence de Rio. Pour la sauvegarde de la Terre, la Conférence du Caire doit être un succès.

Déclaration d'Al Gore, Vice-Président
des États-Unis d'Amérique

Je suis profondément honoré de me trouver parmi vous, alors que s'ouvre l'une des conférences les plus importantes qui se soient jamais tenues.

Au nom du Président Clinton et du peuple américain, je voudrais d'abord exprimer mes remerciements et ma reconnaissance à notre hôte, le Président Moubarak. Dans son action de chef d'État, il s'est attaché sans relâche à édifier un avenir meilleur pour son peuple, cette région et le monde. Or la présente conférence vise les mêmes objectifs. Aussi ne puis-je imaginer de cadre meilleur ou plus propice que Le Caire pour les travaux qui commencent aujourd'hui. J'aimerais aussi remercier le Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali et Mme Nafis Sadik d'avoir si bien su mener cette conférence du stade du concept à celui de la réalité. Laissez-moi aussi remercier Mme le Premier Ministre Brundtland et Mme le Premier Ministre Bhutto d'être à l'avant-garde des efforts déployés par la communauté internationale pour traiter cette question vitale et de tant y contribuer.

Plus encore, je tiens à rendre hommage aux fonctionnaires des différents gouvernements, aux représentants des organisations non gouvernementales et aux particuliers qui, par leur précieux concours, ont permis que puisse être tenu

l'un des plus grands paris – et saisie l'une des plus grandes chances – du siècle à venir. Nous avons envers vous tous qui avez participé à cette action une dette de reconnaissance.

Nous ne serions pas ici aujourd'hui si nous n'étions convaincus que le rythme d'accroissement extrêmement rapide de la population du globe, auquel il est impossible de faire face, pose un problème des plus pressants. Il a fallu 10 000 générations à la population mondiale pour atteindre le chiffre de 2 milliards. Or, au cours des 50 dernières années, nous sommes passés de 2 milliards à plus de 5 milliards et demi et nous nous acheminons vers une augmentation qui porterait le nombre des habitants de la planète à 9 ou 10 milliards au cours des 50 prochaines années. Dix mille générations pour atteindre 2 milliards et en une vie humaine – la nôtre – un bond de 2 à 10 milliards.

Ces chiffres ne constituent pas le problème en eux-mêmes. Mais la situation nouvelle et alarmante qu'ils créent est l'un des aspects d'un défi d'ordre spirituel plus vaste et plus profond qui est actuellement posé à l'humanité. Saurons-nous ou non reconnaître nos liens les uns avec les autres? Saurons-nous ou non assumer la responsabilité des conséquences des choix que nous faisons? Pouvons-nous trouver les moyens d'oeuvrer ensemble ou tiendrons-nous à explorer égoïstement les confins de l'orgueil humain? Comment pouvons-nous apprendre à lire sur le visage de l'autre nos propres espoirs, nos propres rêves d'avenir? Pourquoi est-il si difficile d'admettre que nous faisons tous partie d'une entité qui nous dépasse?

Ce sont là certes des questions éternelles qui ont toujours pesé sur la condition humaine. Mais elles se posent maintenant avec une nouvelle acuité, précisément parce que nous avons atteint un nouveau stade de l'histoire de l'humanité. Cette nouvelle étape ne se définit pas seulement par la croissance météorique des chiffres de population, mais aussi par les pouvoirs faustiens sans précédent des nouvelles technologies que nous avons mis au point au cours de ce demi-siècle. Celles-ci ne sont pas seulement bénéfiques, mais nous donnent aussi un pouvoir qui, beaucoup trop souvent, excède de très loin notre aptitude à prévoir les répercussions qu'elles peuvent avoir.

C'est ainsi que l'invention des armes nucléaires a si radicalement modifié la guerre, vieille habitude des hommes, que nous avons dû repenser les relations entre États nucléaires pour éviter qu'il soit fait usage de ces armes. De même, les océans ont toujours été sources d'aliments, mais les nouvelles techniques, comme celle des filets dérivants longs de 40 milles, associés aux équipements sonar sophistiqués qui permettent de localiser précisément le poisson, ont considérablement diminué le volume ou gravement perturbé l'équilibre des ressources halieutiques de tous les océans de notre planète. Aussi avons-nous commencé à limiter l'usage des filets dérivants.

Mais il est de plus en plus évident que notre marge d'erreur se réduit à mesure que l'accroissement rapide de la population se combine à une surconsommation effrénée dans les pays développés, à de puissants moyens nouveaux d'exploitation de la planète et du prochain et à un refus délibéré d'assumer la responsabilité des conséquences des choix que nous arrêtons.

Sur le plan économique, cet accroissement rapide contribue souvent aux difficultés que posent les bas salaires, la pauvreté et la disparité des revenus.

La poussée démographique bat également en brèche l'aptitude des sociétés, des économies et des gouvernements à réaliser les investissements nécessaires tant en matière de capital humain que d'infrastructures.

Au niveau de la famille, elle a maintenu à un niveau inadmissiblement bas l'investissement consenti à l'échelle mondiale en faveur des enfants, en particulier des filles.

En ce qui concerne l'individu, la croissance démographique et la fertilité élevée sont presque indissociables du mauvais état de santé et de la précarité des perspectives de millions et de millions de femmes, de nourrissons et d'enfants.

La pression démographique peut aussi compromettre les espoirs de stabilité aux niveaux national et international. Il suffit d'évoquer par exemple les quelque 20 millions de réfugiés qui dans notre monde ont perdu leur foyer.

Les délégués à la présente conférence ont contribué à faire largement prendre conscience de ces nouvelles réalités. Toutefois, ce qui est vraiment remarquable dans la présente conférence, ce n'est pas seulement l'unité de vues sans précédent sur la nature du problème, c'est le consensus sur la nature de la solution.

Un véritable changement s'est opéré au cours de ces dernières années dans la manière dont la plupart des habitants de la planète abordent et perçoivent ce problème. Et ce changement s'insère dans une réorientation philosophique plus large de l'optique dans laquelle ils commencent, en majorité, à envisager nombre de grands problèmes.

On a eu tendance presque machinalement à concevoir – en particulier dans le monde développé – le processus de changement comme un enchaînement de causes isolées produisant des effets isolés. Aussi lorsqu'on a cherché le moyen de résoudre un problème particulier, si vaste qu'il soit, a-t-il semblé assez naturel de rechercher la plus marquante des "causes" isolées du problème pour s'y attaquer énergiquement. Au sein des groupes, les points de vue ont souvent divergé quant au choix de la cause responsable au premier chef d'un problème donné et sur laquelle toute l'attention devait se concentrer.

C'est ainsi que lorsqu'il est clairement apparu que les nouvelles technologies médicales entraînaient une baisse spectaculaire des taux de mortalité mais pas des taux de natalité, nombre de ceux qui les premiers s'étaient efforcés de s'attaquer au problème démographique se sont arrêtés à l'idée que le manque de contraceptifs était la cause première et ont affirmé qu'en les mettant partout à la disposition du plus grand nombre, on obtiendrait l'effet souhaité : la transition démographique, marquée par de faibles taux de mortalité et de faibles taux de natalité.

Mais à mesure qu'il apparaissait clairement que la seule contraception n'induisait pas le changement recherché, c'est sur d'autres causes isolées que s'est concentrée l'attention.

Par exemple, à la Conférence historique de Bucarest, il y a 20 ans, des gens sérieux ont observé que la plupart des sociétés qui avaient stabilisé leur croissance démographique étaient riches, industrielles et "développées" et il a donc paru logique de conclure que, comme on disait alors, "le développement était le meilleur des contraceptifs".

Pendant ce temps, on ne prêtait pas assez d'attention à certaines visions perspicaces des pays en développement. Ainsi, certains dirigeants africains affirmaient voici 30 ans que le plus puissant contraceptif du monde était l'espoir des parents de voir leurs enfants survivre.

Dans des endroits comme le Kerala, au sud-ouest de l'Inde, des dirigeants locaux faisaient progresser le développement économique en donnant aux femmes, comme aux hommes, accès à l'éducation et à une solide alphabétisation, tout en assurant des soins de santé maternels et infantiles de qualité et un accès généralisé à la contraception. Ce faisant, ils se rendaient compte que le taux de croissance démographique tombait à un niveau proche de zéro.

Le monde a également appris des pays en développement que la mauvaise forme de développement économique rapide – celle qui est inéquitable, qui détruit la culture traditionnelle, dégrade l'environnement et sape la dignité humaine – peut aussi conduire à désorienter la société et à diminuer la capacité de résoudre tous les problèmes, notamment les problèmes démographiques.

Mais ici, au Caire, une nouvelle unité de vues se dégage et de l'avis général, aucune de ces solutions prise isolément ne semble devoir suffire en soi à susciter le type de changement que nous recherchons. Toutefois, maintenant, nous nous accordons également à penser qu'il est vraisemblable qu'elles induiront toutes ensemble, si elles coexistent suffisamment longtemps, un changement de fond et entraîneront une baisse des taux de natalité et de mortalité et une stabilisation démographique. Dans cette nouvelle approche, le développement équitable et durable et la stabilisation de la population vont de pair. L'éducation et la démarginalisation des femmes, des niveaux d'alphabétisation élevés, l'accès ouvert à la contraception et à des soins de santé de qualité sont autant d'objectifs essentiels.

On ne peut attendre pour les réaliser que le processus de développement soit arrivé à son terme; ils doivent l'accompagner et être en fait perçus comme des facteurs contribuant à l'accélérer et à le promouvoir.

Cette optique holistique est représentative de la démarche que nous devons adopter pour aborder d'autres problèmes qui appellent l'attention. L'une des clefs est de parvenir à cerner les relations et les interactions. Ainsi, l'avenir des pays développés est lié aux perspectives des pays en développement. C'est en partie pour cette raison que nous tenons, aux États-Unis, à choisir entre toutes cette occasion d'affirmer catégoriquement tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement.

Reconnaissons sans ambiguïté que la persistance de hauts niveaux de pauvreté dans notre monde représente l'une des principales causes de souffrance humaine, de dégradation écologique, d'instabilité – et d'accroissement démographique rapide.

Mais pas plus qu'aux problèmes démographiques, on y pourra remédier par une riposte unique et simpliste. C'est une approche globale qui permettra de trouver la solution, une approche combinant démocratie, réforme économique, faibles taux d'inflation, lutte efficace contre la corruption, gestion saine de l'environnement, liberté et ouverture des marchés à l'intérieur et accès aux marchés des pays développés.

Nous devons aussi admettre, dans les pays développés comme dans les pays en développement, le lien qui existe entre nous qui vivons aujourd'hui et les générations futures qui hériteront des conséquences des décisions que nous prenons. En effet, la crise spirituelle à laquelle nous sommes confrontés dans le monde moderne tient en grande partie à notre refus obstiné de dépasser l'immédiateté de nos besoins et de nos vœux pour investir dans le type d'avenir que les enfants de nos enfants sont en droit d'attendre. Et il est bien évident que nous ne pouvons retrouver ce sens perdu du lien avec notre avenir par de simples appels à la raison et à la logique.

Personnellement, je suis convaincu que la solution globale que nous devons chercher s'ancre dans la foi et dans un attachement aux valeurs humaines essentielles consacrées par tous les grands principes et traditions de nos religions, auxquelles souscrivent de plus en plus les hommes et les femmes partout dans le monde :

Le rôle central de la famille;

L'importance de la communauté;

La liberté de l'esprit humain;

La dignité inhérente à toute femme, tout homme et tout enfant de cette planète;

La liberté politique, économique et religieuse;

Les droits universels et inaliénables de l'homme.

Saurons-nous puiser à la richesse de ces principes et de ces valeurs partagés pour mener l'action que nous engageons aujourd'hui ou nous laisserons-nous diviser par nos différences? Et certes, il est des différences qui seront extrêmement difficiles à toujours pleinement surmonter.

Ainsi, nous savons tous fort bien que les avis sur l'avortement sont aussi divers entre les nations qu'entre les individus. Je tiens à être clair sur la position des États-Unis en matière d'avortement, afin qu'il n'y ait aucun malentendu. Nous pensons que c'est en donnant accès à des services de planification familiale et de soins de santé de la plus haute qualité possible

que nous pourrions en même temps respecter le désir des femmes d'éviter les grossesses involontaires, réduire l'accroissement démographique et le taux d'avortement.

La Constitution des États-Unis garantit à toute femme à l'intérieur de nos frontières le droit de recourir à l'avortement, sauf exceptions limitées et spécifiques. Nous sommes attachés à ce principe. Mais faisons ici table rase d'un faux problème : les États-Unis ne cherchent pas à établir un nouveau droit international à l'avortement et ne pensent pas que l'avortement doive être encouragé comme méthode de planification familiale.

Nous estimons également que la prise de décisions dans ces domaines revient à chaque gouvernement, dans le contexte de sa propre législation et des réalités nationale et eu égard aux normes précédemment admises dans le domaine des droits de l'homme.

Dans cette perspective, nous honnisons et condamnons la coercition, qu'elle s'exerce en matière d'avortement ou de procréation de façon plus générale.

Nous pensons que là où l'avortement est autorisé, il doit être médicalement sûr, que s'il ne l'est pas, la santé de la femme est mise en cause et qu'on ne saurait s'en désintéresser.

Si nous admettons qu'il y a quelques domaines dans lesquels un plein accord entre nous est difficile à dégager, nous devons être plus résolus encore à respecter nos différences pour parvenir à les dépasser et à susciter ce qui pourra rester dans la mémoire du monde comme "l'esprit du Caire" : une décision inébranlable et partagée de poser les assises d'un avenir fait d'espoirs et de promesses.

C'est aujourd'hui l'ouverture de la session. Chacun d'entre nous peut jouer un rôle déterminant dans la réussite de cette entreprise historique. Notre apport essentiel à tous doit être de nous engager à la faire aboutir.

L'alpiniste écossais W. H. Murray a écrit au début de ce siècle :

"Avant de s'engager pleinement, on est hésitant, on risque de reculer, on est toujours inefficace. Présider à toute initiative ... une vérité élémentaire dont la méconnaissance ruine d'innombrables idées et autant de plans splendides : la providence vient en aide aux résolus."

J'ai vu cette vérité s'inscrire dans les faits il y a quelque temps cette année à l'extrémité sud du continent où nous nous trouvons, lorsque j'ai représenté mon pays à l'investiture de Nelson Mandela.

Alors qu'il levait la main pour prêter serment, je me suis soudain souvenu d'un dimanche matin où, quatre ans plus tôt, il était libéré de prison et où le plus jeune de mes enfants, alors âgé de sept ans, m'ayant rejoint pour regarder la retransmission en direct de l'événement à la télévision, m'a demandé pourquoi le monde entier regardait cette personne recouvrer sa liberté.

Je le lui ai expliqué de mon mieux, pourtant mon fils m'a redemandé "Pourquoi?". Après une série de "pourquoi", j'ai commencé à me sentir découragé, mais j'ai tout à coup réalisé quel rare privilège c'était que d'expliquer à un enfant un événement aussi extraordinairement positif, alors qu'à l'instar d'autres parents, j'avais été si souvent contraint d'expliquer à mes enfants qu'il y avait dans notre monde des tragédies et des injustices déplorables et terribles.

Aussi, tandis que le Président Mandela achevait de prêter serment, j'ai décidé de passer les quelques jours suivants en Afrique du Sud pour essayer de comprendre comment cette miraculeuse évolution avait pu se produire.

Et j'ai trouvé – outre le courage et la hauteur de vue bien connus de Mandela et de De Klerk – quel était l'élément clef que les médias n'avaient pas souligné : les hommes et les femmes de la rue de toutes origines ethniques et de toutes conditions sociales en étaient doucement venus à l'idée qu'ils allaient franchir les barrières qui les divisaient et la main dans la main édifier un avenir beaucoup plus radieux qu'aucun de ceux qu'on leur avait laissé même imaginer.

Devant nous se présentent aujourd'hui le même choix et la même chance : contraindrons-nous les enfants de nos enfants à expliquer à leurs enfants la raison pour laquelle des tragédies indescriptibles qui auraient pu être évitées se produisent dans leur vie?

Où leur donnerons-nous le privilège et le bonheur d'expliquer que des événements exceptionnellement heureux peuvent avoir lieu, dont les fondements ont été posés ici, en ce lieu même et en ce moment même? Le choix nous appartient. Décidons donc de faire le bon.

Déclaration de Benazir Bhutto, Premier Ministre du Pakistan

Je m'adresse à vous en tant que femme, en tant que mère, en tant qu'épouse. Je m'adresse à vous en tant que Premier Ministre démocratiquement élue d'une grande nation musulmane : la République islamique du Pakistan. Je m'adresse à vous enfin en tant que dirigeante du neuvième pays le plus peuplé de la planète.

Nous nous trouvons à la croisée des chemins de l'histoire. Les choix que nous faisons aujourd'hui influenceront l'avenir de l'humanité.

Des cendres laissées par la deuxième guerre mondiale a jailli l'élan qui a permis de reconstruire le monde. De vastes ensembles de population ont exercé leur droit à l'autodétermination en créant leur propre État-nation. Le pari du développement économique a entraîné dans certains cas la formation de groupes dans lesquels des États ont subordonné leur destin individuel à un dessein collectif. Pendant un certain temps, ces efforts collectifs ont semblé devoir déterminer l'architecture politique du futur.

Les événements de ces quelques dernières années nous ont toutefois fait prendre conscience de la complexité et des contradictions croissantes de la situation de l'humanité. La fin de la guerre froide aurait dû libérer pour le

développement d'immenses ressources. Malheureusement c'est à la réapparition des tensions et des conflits sous-régionaux qu'elle a conduit. Dans certains cas extrêmes, il y a eu éclatement d'États-nations. Au lieu de se rapprocher, l'objectif d'une action mondiale concertée pour s'attaquer aux problèmes communs de l'humanité semble fâcheusement se perdre dans les brumes.

Le problème de la stabilisation de la population auquel nous avons à faire face aujourd'hui ne peut être dissocié de notre passé récent. Assez paradoxalement, c'est dans les régions qui avaient été les plus affaiblies par la triste expérience de la domination coloniale que la population a augmenté le plus vite.

Les communautés du tiers monde ont des ressources rares et doivent les répartir chichement entre une infinité de besoins pressants. Nous ne pouvons aborder les questions d'accroissement de la population à une échelle correspondant à l'ampleur du défi démographique.

Depuis que la pression démographique, associée aux migrations des zones défavorisées vers les États riches, constitue un problème brûlant, dépassant les frontières nationales, il est vital qu'en ce qui concerne la régulation des naissances, les stratégies mondiales et les plans nationaux aillent dans le même sens.

Peut-être est-ce là un rêve. Mais nous avons tous le droit rêver.

Je rêve d'un Pakistan, d'une Asie et d'un monde où toutes les grossesses seraient volontaires, où tous les enfants conçus seraient élevés, aimés, instruits et suivis.

Je rêve d'un Pakistan, d'une Asie et d'un monde que n'agiteraient pas les divisions ethniques provoquées par la croissance démographique, la famine, le crime et l'anarchie.

Je rêve d'un Pakistan, d'une Asie et d'un monde où nous pourrions consacrer nos ressources sociales à l'épanouissement de la vie humaine et non à sa destruction.

Ce rêve est bien loin de la réalité que nous subissons.

Nous sommes une planète en crise, une planète qui a perdu tout contrôle, une planète qui va à la catastrophe. La question qui se pose à nous dans le cadre de la présente Conférence est de savoir si nous avons la volonté, l'énergie et la force de tenter de faire quelque chose.

Je suis sûre que oui. Nous le devons.

Il nous faut nous coaliser à l'échelle mondiale pour améliorer la condition humaine. Nous devons nous concentrer sur ce qui nous unit et non nous arrêter à ce qui nous divise.

Dans le document de la Conférence, nous devrions chercher à promouvoir l'objectif d'une procréation volontaire et d'une régulation des naissances.

La présente réunion ne doit pas être perçue par les masses innombrables du monde comme porteuse d'une charte sociale universelle cherchant à imposer notamment l'adultère, l'avortement et l'éducation sexuelle à des individus, des sociétés et des religions qui ont leur propre éthique sociale.

En la convoquant, la communauté internationale réaffirme qu'elle est résolue à résoudre ces problèmes mondiaux par des efforts à l'échelle mondiale.

Les gouvernements peuvent faire beaucoup pour améliorer la qualité de la vie dans nos sociétés. Mais il est bien des choses qu'ils ne peuvent pas faire.

Ce ne sont pas les gouvernements qui élèvent nos enfants. Ce sont les parents et le plus souvent les mères.

Ce ne sont pas les gouvernements qui inculquent les valeurs à nos enfants. Ce sont les parents et le plus souvent les mères.

Ce ne sont pas les gouvernements qui socialisent les jeunes pour faire d'eux des citoyens responsables. Ce sont les parents, principaux agents de socialisation de la collectivité et dans la plupart des sociétés, c'est à la mère qu'appartient cette tâche.

Comment nous attaquons-nous à la croissance démographique dans un pays comme le Pakistan? En nous attaquant à la mortalité infantile, en électrifiant les villages, en levant une armée de femmes, forte de 33 000 combattantes, pour éduquer nos mères, nos soeurs, nos filles dans les domaines de la protection de l'enfance et de la régulation des naissances, en créant une banque gérée par des femmes pour des femmes, pour aider celles-ci à parvenir à l'indépendance économique et par là même, à disposer des moyens de faire des choix indépendants.

Je suis ce que je suis aujourd'hui grâce à mon père bien-aimé qui m'a donné l'indépendance matérielle et m'a permis ainsi de prendre des décisions indépendantes, sans avoir à souffrir de préjugés sexistes au sein de ma société, ni même au sein de ma famille.

Je suis à la tête d'un des neuf pays les plus peuplés du monde et nous avons, le Gouvernement et moi, la redoutable tâche de fournir à notre population des logements, des écoles, des hôpitaux, des réseaux d'assainissement et de drainage, de la nourriture, du gaz, de l'électricité, des emplois et des infrastructures.

Au Pakistan, sur une période de 30 ans – de 1951 à 1981 – notre population a augmenté de 50 millions. À l'heure actuelle, elle est de 126 millions. En 2020, elle pourrait atteindre 243 millions.

En 1960, un acre de terre assurait la subsistance d'une personne. Aujourd'hui un acre de terre assure la subsistance de deux personnes et demie.

Le Pakistan ne pourra pas progresser s'il ne peut freiner le rythme de sa croissance démographique. Nous devons le ralentir, car le destin du peuple

pakistanaïis ne saurait être de vivre dans l'extrême misère et la pauvreté, condamné à un avenir de famine et d'abjection.

C'est la raison pour laquelle, avec les 33 000 travailleuses sociales et la banque des femmes, le Gouvernement a nommé 12 000 agents communautaires à travers le pays, chargés d'instruire notre population et de lui faire prendre conscience de l'amélioration du niveau de vie qu'on constate dans les familles où les naissances ont été planifiées et échelonnées et où les enfants peuvent être élevés.

Dans notre premier budget, nous avons prouvé à quel point nous étions attachés à la mise en valeur des ressources humaines. Nous avons augmenté les dépenses du secteur social de 33 %. Et en l'an 2000, nous nous proposons de faire passer les dépenses d'éducation de 2,19 %, pourcentage auquel elles s'établissaient à notre arrivée, à 3 % du produit national brut.

Ce n'est pas là tâche aisée pour un pays où le Fonds monétaire international a mis au point un programme d'ajustement structurel difficile à exécuter, un pays que la seule superpuissance du monde prive, par son interdit d'assistance économique et militaire, un pays où vivent 2 400 000 réfugiés afghans oubliés par le monde, auxquels viennent s'ajouter des réfugiés du Cachemire qui ont grand besoin de protection. Mais cette tâche, nous sommes résolus à la mener à bien et nous nous y sommes engagés envers notre peuple. Notre engagement se fonde sur des principes. Il nous impose des décisions qui, si elles sont justes, ne sont pas toujours populaires.

Les dirigeants sont élus pour conduire les nations. Ils ne sont pas élus pour laisser de bruyantes minorités aux vues étroites imposer un programme rétrograde.

Nous nous sommes engagés à conduire un programme de changement. Un programme qui insérera nos mères et nos jeunes enfants dans le XXIe siècle, avec l'espoir d'un avenir meilleur. Un avenir affranchi des maladies dévastatrices, affranchi de la poliomyélite, du goitre, de la cécité causée par des carences en vitamine A.

Ce sont là les combats que nous devons mener, pas seulement à l'échelle de la nation, mais à celle de la communauté mondiale. Ce sont les combats sur lesquels l'histoire – et notre peuple – nous jugeront. Des combats auxquels doivent prendre part la mosquée et l'église, ainsi que les gouvernements, les ONG et les familles.

La promotion de la femme s'inscrit dans cette action. Aujourd'hui, au Pakistan, les femmes pilotent des avions, elles sont juges dans les instances supérieures de la magistrature, elles travaillent dans les commissariats de police, elles occupent des postes dans la fonction publique, aux affaires étrangères et dans les médias. Nos travailleuses consacrent le principe islamique suivant lequel tous les individus sont égaux aux yeux de Dieu. En démarginalisant nos femmes, nous poursuivons notre but de stabilisation de la population et par là même, nous nous employons à promouvoir la dignité humaine.

Toutefois, faire progresser l'humanité vers des niveaux supérieurs est un objectif universel et collectif.

Il est regrettable que le document de la Conférence présente le sérieux défaut de mettre en cause un grand nombre de valeurs culturelles, du nord et du sud, de l'islam et de la chrétienté.

C'est incontestablement sur sa foi dans les enseignements éternels de l'islam que le Pakistan fondera sa ligne d'action. L'islam est une religion dynamique attachée au progrès humain. Il ne demande rien d'inéquitable à ses adeptes. Le saint Coran dit :

"Allah veut votre bien et ne vous souhaite aucun mal." Le Livre saint ajoute :

"Il vous a choisi et dans la religion ne vous a imposé aucune épreuve."

Les fidèles de l'islam n'ont aucune difficulté conceptuelle à aborder les questions de régulation des naissances dans la perspective des ressources disponibles. Il n'y a qu'une contrainte : tenir compte des principes éternels de la morale.

L'islam insiste fort sur le caractère sacré de la vie. Le Livre saint commande :

"Tu ne tueras point ton enfant parce que tu es dans le besoin. Nous te nourrirons toi et lui."

L'islam, sauf en d'exceptionnelles circonstances, rejette donc l'avortement comme méthode de régulation des naissances.

L'islam ne transige pas sur l'importance de la famille. La famille traditionnelle est la cellule essentielle sur laquelle repose la société. C'est l'ancre sur laquelle compte l'individu lorsqu'il embarque pour le voyage de la vie.

L'objectif de l'islam est une vie harmonieuse, fondée sur une assise de fidélité conjugale et de responsabilité parentale. Nombreux sont ceux qui estiment que la désintégration de la famille traditionnelle a contribué à la dégradation morale. Je déclare pour ma part, catégoriquement, que la famille traditionnelle est celle dont l'union a été sanctifiée par le mariage.

Les musulmans, passionnément attachés au savoir, n'auraient aucune difficulté à diffuser l'information sur la santé génésique, pourvu que, dans ses modalités, elle demeure compatible avec leur patrimoine religieux et spirituel.

Nos problèmes essentiels ne sont nullement d'ordre idéologique, mais tiennent au fait que nous n'avons pas l'infrastructure voulue en matière de services.

L'objectif majeur du gouvernement démocratique nouvellement élu dans sa politique démographique est de s'attacher à améliorer la qualité de la vie de la population en assurant une planification familiale et des services sanitaires.

Nous refusons de nous laisser décourager par l'immensité de la tâche. Mais les objectifs définis par la présente conférence ne deviendront réalistes qu'avec la coopération sans réserve des nations du monde.

La Bosnie, la Somalie, le Rwanda et le Cachemire, autant d'évocations qui doivent nous rappeler à quel point nous nous sommes écartés de nos principes et de nos idéaux.

Dans de nombreuses régions du monde, nous voyons que l'idée d'État-nation est battue en brèche. La montée de ce qu'on appelle le fondamentalisme dans certaines de nos sociétés et l'émergence du néo-fascisme dans certaines communautés occidentales sont les symptômes d'un malaise plus profond.

Je pense que les États-nations n'ont pas su répondre aux attentes de leurs populations avec leurs ressources intérieures limitées ou dans leur cadre idéologique. S'il en est ainsi, le mal n'est probablement rien d'autre qu'un recul des idéaux des pères fondateurs du système des Nations Unies.

Peut-être pouvons-nous encore rendre à l'humanité une éclatante santé en revenant à ces idéaux, aux idéaux de coopération mondiale.

Dans ce contexte, j'espère que les délégués participant à la présente Conférence agiront avec sagesse et clairvoyance, pour promouvoir la stabilisation de la population.

La délégation du Pakistan travaillera dans un esprit constructif à l'établissement d'un document sur lequel se fera la plus large unité de vues.

Notre destin n'est pas dans notre étoile. Il est en nous. Il nous fait signe. Ayons la force de le saisir.

Je tiens à remercier le Président Mubarak d'avoir accueilli la présente Conférence consacrée à un problème mondial aussi important et je remercie Monsieur le Secrétaire général et Madame Nafis Sadik d'avoir fait qu'elle ait lieu.

Déclaration du Prince Mbilini, Premier Ministre du Swaziland

Au nom de mes collègues et amis africains, c'est un honneur et un privilège pour moi, Monsieur le Président, de vous féliciter à l'occasion de votre élection à la présidence de cette auguste assemblée. Nous sommes persuadés que sous votre direction sage et avisée, les débats de cette conférence seront non seulement féconds et constructifs mais déboucheront aussi sur d'importantes décisions qui, au fil des années à venir, orienteront notre action en vue d'une meilleure qualité de la vie dans nos pays et régions.

C'est un honneur tout particulier pour moi, Monsieur le Président, que le Royaume du Swaziland puisse prendre la parole à l'occasion de cette cérémonie officielle d'ouverture et nous nous réjouissons de pouvoir participer à une manifestation aussi importante.

En cette période cruciale de prise de décisions importantes pour ce qui est des perspectives d'une croissance et d'un développement soutenus, nous aimerions souhaiter sincèrement la bienvenue à la République d'Afrique du Sud. Son retour au sein de notre communauté mondiale nous donne bon espoir quant à la prospérité et la tranquillité futures de l'humanité; voilà pour nous une bonne leçon en matière de règlement pacifique des nombreux problèmes qui se posent à l'Afrique.

Le thème de la présente conférence a soulevé de nombreuses controverses et provoqué l'inquiétude dans de nombreuses parties du monde. Diverses allégations, fruits la plupart du temps de renseignements erronés ou d'une volonté de désinformer, ont été faites au sujet des questions clefs dont nous devons délibérer pour prendre des décisions concrètes. Toutefois, ces controverses ont selon nous permis d'éclaircir les principaux problèmes en matière de population visés par le projet de programme d'action. Les questions clefs énoncées dans ce texte portent sur un certain nombre de domaines qui touchent directement l'Afrique. Il s'agit entre autres du rôle de la femme dans le processus de développement et de la santé en matière de sexualité et de reproduction – planification familiale, baisse de la mortalité infantile et de la mortalité liée à la maternité, promotion du rôle de l'homme et de la femme dans la procréation responsable, et reconnaissance des droits des États souverains de formuler, face à ces questions, des stratégies et des modalités conformes à leur code juridique, à leur culture, à leurs valeurs morales et religieuses et aux principes démocratiques qu'ils ont adoptés. Nous sommes convaincus qu'il importe tout particulièrement de faire preuve de souplesse, ce qui devrait faciliter l'adoption du projet de programme d'action. À notre avis, le programme d'action énonce des principes généraux qui nous permettront de progresser vers la croissance et le développement renforcés et soutenus auxquels aspire chacun de nos pays.

Le continent africain se heurte à de très graves problèmes de développement. Nous sommes intimement persuadés que la croissance démographique contribue de façon critique à la persistance du sous-développement de notre continent. Nous ne saurions donc être indifférents lorsque de telles questions sont examinées. L'Afrique connaît les taux les plus élevés de croissance concernant la population, la fécondité, la pauvreté, la mortalité infantile et la mortalité liée à la maternité, ainsi que, pour aggraver encore la situation, la plus grave endémie du VIH/sida.

Un grand nombre de pays africains font actuellement la dure expérience de l'ajustement structurel en vue de redresser les déséquilibres économiques qui se sont creusés au fil des ans. Le rapide accroissement des populations de notre continent, y compris au Swaziland, ne facilite pas ce processus mais le complique encore davantage. Les groupes vulnérables, tels que les femmes et les enfants, pâtissent en particulier de cette situation. La dégradation des terres et de l'environnement, l'insécurité alimentaire à l'échelon national et au niveau des ménages, l'insuffisance des budgets nationaux pour répondre aux besoins sociaux immédiats – établissements scolaires et installations

sanitaires – voilà autant de conséquences de la croissance démographique que nous ne connaissons que trop bien. C'est pourquoi nous croyons fermement que l'examen des questions de population améliorera les perspectives d'une croissance soutenue et d'un développement durable.

La déclaration de Dakar, réaffirmée il y a environ trois mois à Tunis par les chefs d'État et de gouvernement de l'OUA, insiste tout particulièrement sur les responsabilités qui incombent aux gouvernements membres en ce qui concerne le rôle de la population dans le développement. Cette déclaration est limpide quant aux mesures qui s'imposent. À titre d'exemple, les pays africains ont affirmé à Dakar leur solidarité pour ce qui est de traiter des problèmes en matière de population et se sont engagés à formuler des politiques démographiques respectant les droits souverains de chaque pays ainsi que la liberté, la dignité et les valeurs intrinsèques de leurs peuples et tenant compte des facteurs moraux et culturels pertinents, ainsi qu'à réaffirmer les droits et obligations des particuliers et des couples. Nous sommes convaincus que ce que nous sommes censés adopter ici au Caire est pleinement compatible avec les déclarations de Dakar et de Tunis à ce sujet et n'est certes pas non plus incompatible avec d'autres instruments dont nos pays sont signataires, tels que la Convention relative aux droits de l'enfant, Action 21 et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La présente conférence ne doit pas être envisagée dans un contexte isolé car ses effets sur les réunions futures de l'Organisation des Nations Unies seront lourds de portée. À titre d'exemple, si le présent programme d'action est adopté, ses principaux éléments seront particulièrement utiles au Sommet mondial pour le développement social qui doit avoir lieu à Copenhague ainsi qu'à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing.

La plupart d'entre nous connaissons fort bien quels sont les obstacles à une croissance et à un développement économiques rapides dans nos pays. Il s'agit au premier chef des limites dont souffrent nos ressources, de l'insuffisance des politiques et de l'alourdissement du fardeau de la dette. Pour surmonter ces problèmes, chaque pays africain s'est engagé à mobiliser à l'échelon national autant de ressources et de moyens que possible. Toutefois, les besoins sont énormes et nos capacités sont restreintes. Aussi faisons-nous appel à la communauté des donateurs pour qu'ils augmentent le volume de leur aide aux pays africains. Il faut que l'aide des donateurs soit à la mesure des problèmes économiques du continent africain. Sinon nos efforts pour tenir des engagements tels que ceux que nous prenons aujourd'hui seront à jamais voués à l'échec. En outre, nous demandons que l'aide extérieure soit suffisamment souple pour répondre à certaines des questions clefs mises en évidence dans le programme d'action de la présente conférence.

Le Gouvernement du Royaume de Swaziland tente de répondre aux besoins socio-économiques des divers groupes de sa population. À titre d'exemple, nous avons entrepris une étude qui vise précisément la situation de groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes. Nous avons également beaucoup progressé pour ce qui est de dispenser aux garçons et aux filles un enseignement primaire. Toutefois, la démographie galopante compromet la qualité de l'éducation. En matière de santé, le Swaziland s'efforce de parvenir aux objectifs qui ont été fixés pour le milieu de la décennie par le Sommet mondial

pour l'enfance, ainsi que dans le Plan d'action de la Conférence internationale sur la nutrition et dans la Déclaration Innocenti.

En dépit de nos efforts, Monsieur le Président, nous continuons de nous heurter à un taux de croissance démographique inacceptable. Il est essentiel que nous nous attaquions à ce problème. Pour nous la présente conférence est particulièrement opportune dans la mesure où elle nous fournira des directives pour nous attaquer au problème démographique.

Pour conclure, Monsieur le Président, je tiens, au nom du Gouvernement et du peuple swazis, à vous remercier, ainsi que votre gouvernement et le peuple de la République arabe d'Égypte, pour l'accueil que vous nous avez réservé depuis notre arrivée et pour la qualité des moyens que vous avez mis à la disposition de la Conférence. Nous sommes certains que notre conférence sera couronnée de succès et que ses débats déboucheront sur une action concrète.

Annexe III

DISCOURS DE CLÔTURE

Déclaration de Mme Nafis Sadik, Secrétaire générale de la Conférence internationale sur la population et le développement

La Conférence a été un énorme succès. Le Président Mubarak a exprimé le vœu qu'elle soit un pont entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, et c'est ce que vous en avez fait. Cent quatre-vingt trois pays y ont participé et 249 personnes y ont pris la parole. Y ont pris part en tout 10 757 personnes.

Il y a 10 jours, le Vice-Président Gore a fait observer que la Conférence était l'une des plus importantes qui se soit jamais tenue. Le Premier Ministre Brundtland a, quant à elle, souligné : "Nous sommes réunis ici pour répondre par des actes à un appel d'ordre moral". Et nous avons répondu par un document dont Mme Suzanne Mubarak a dit qu'il incarnait l'esprit même de l'acte moral.

Le Premier Ministre Mbilini a fait observer, à juste titre, que les débats avaient permis de clarifier les questions principales. Le Premier Ministre Benazir Bhutto nous a dit qu'un chef véritable ne se laisse pas imposer un combat d'arrière-garde par une minorité aux vues étroites; vous avez ici montré de véritables qualités de chef.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a exprimé le souhait que l'exigence, la tolérance et la conscience président à votre quête d'un consensus. On ne saurait mieux décrire la manière dont les choses se sont déroulées au cours des 10 derniers jours.

Vous avez débattu des questions jusqu'à épuisement, mais vous n'avez pas perdu de vue votre objectif. Vous avez défendu vos principes mais vous avez laissé librement s'exprimer les nombreux points de vue en présence. Vous vous êtes souvenus avant tout que votre objectif était l'action.

Vous avez appris combien les différences entre nos cultures, nos origines et nos convictions étaient importantes et profondément ressenties. Vous avez également appris à respecter ces différences, mais vous avez su voir qu'elles recélaient des valeurs qui nous sont communes.

Vous avez mis au point un Programme d'action pour les 20 prochaines années, qui prend comme point de départ la réalité du monde dans lequel nous vivons mais nous montre la voie qui mène à une réalité meilleure. Ce programme énonce des objectifs et des recommandations extrêmement spécifiques dans les domaines interdépendants que sont la mortalité infantile et maternelle, l'éducation, la santé de la reproduction et la planification familiale mais son impact sera d'une portée infiniment plus large. Il a en puissance ce qu'il faut pour changer le monde.

Aucune disposition du Programme d'action n'empiète sur la prérogative des nations d'agir individuellement dans le cadre de leur législation et de leur culture. Tout les y encourage à agir de concert dans leur intérêt commun. Rien n'empiète non plus sur la prérogative des gouvernements d'agir au nom du peuple

/...

qu'ils gouvernent; tout y encourage la coopération entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales, entre groupes issus de différents milieux et représentant différents intérêts, et entre les femmes et les hommes individuellement.

Vous avez démontré une fois de plus toute la valeur du processus de recherche du consensus que pratique l'ONU, processus long et minutieux qui appelle l'attention sur les distinctions les plus subtiles mais qui, au bout du compte, et bien qu'il semble avoir pour objet de diviser, tant il démonte et remonte sans cesse les phrases, finit par nous rapprocher. À force de démonter et de remonter les phrases, nous nous sommes donné un texte qui est une véritable mosaïque de points de vue, mais qui de ce fait même répondra à nos besoins.

Les progrès que vous avez réalisés au cours de la Conférence ont une portée historique. Comme l'a écrit quelqu'un : "A-t-on jamais jusqu'ici consacré un débat aussi intense à la situation fondamentale de toutes les femmes, indépendamment de leur statut ou du degré de liberté personnelle dont elles jouissent, ou compris combien cette question est de celles qui seront au coeur des préoccupations du siècle prochain?" Le Programme d'action que vous allez adopter fait des femmes et des hommes, ainsi que de leurs familles, une priorité de l'agenda international pour le développement. C'est un programme d'action sur la population qui fait passer les êtres humains avant tout.

Mis en oeuvre énergiquement et rigoureusement au cours des 20 prochaines années, le Programme d'action permettra enfin aux femmes de participer pleinement au développement; il protégera leur santé, favorisera leur éducation et encouragera et récompensera leur contribution économique; il assurera que chaque grossesse est voulue et chaque enfant désiré; il mettra les femmes à l'abri des effets des avortements dangereux; il protégera la santé des adolescentes et encouragera celles-ci à se comporter de manière responsable; il combattra le VIH/sida; il favorisera l'éducation pour tous, permettant ainsi d'éliminer les inégalités entre les sexes en matière d'éducation; et il protégera et favorisera l'intégrité de la famille.

Le Premier Ministre Brundtland nous a invités à renoncer au sensationnalisme pour nous concentrer sur les vrais problèmes. C'est ce que vous avez réussi à faire, encore que les manchettes des journaux montrent que "8.25" est maintenant devenu synonyme de polémique.

Vous avez passé beaucoup de temps à examiner la façon dont l'avortement devrait être traité dans le Programme d'action. La conclusion à laquelle vous êtes parvenus me paraît extrêmement satisfaisante. Elle répond à l'objectif initial, qui était de faire porter les efforts sur les avortements dangereux en tant que problème de santé grave et évitable. L'avortement n'est pas une méthode de planification familiale. Il y aura moins d'avortements à l'avenir parce que les femmes auront moins besoin de se faire avorter.

La mise en oeuvre du Programme d'action fera que les naissances pourront avoir lieu dans de meilleures conditions, puisque les couples auront accès à des informations et des services qui leur permettront de planifier les grossesses.

Le Programme d'action affirme que les familles en bonne santé le sont par un effet de la volonté et non par l'effet du hasard.

Vous avez reconnu que la pauvreté est le plus grand ennemi de la liberté de choix. La pauvreté n'est pas seulement un phénomène économique, elle a également une dimension spirituelle; et là encore le Programme d'action aura une contribution à faire. La pleine participation des femmes au développement sera l'un des effets les plus importants du Programme d'action. L'amélioration de la santé et de l'éducation des femmes et la liberté de planifier l'avenir de leur famille n'auront pas seulement pour effet de leur donner un plus large éventail de choix sur le plan économique, mais aussi de les libérer intellectuellement et psychologiquement. Comme l'a fait remarquer le chef de la délégation du Zimbabwe, elles auront pour effet de donner un pouvoir aux femmes, non pas celui de se battre mais celui de décider. À lui seul, ce pouvoir de décision engendrera de nombreux changements dans le monde dans les années qui suivront la Conférence du Caire.

Le Premier Ministre Bhutto a montré par son courage et ses qualités de chef ce que le pouvoir de décision signifie pour une femme, et pour ses enfants. Elle nous a rappelé que ce sont les mères qui enseignent aux enfants les valeurs qui guideront leur vie. Il en sera toujours ainsi mais grâce à la mise en oeuvre du Programme d'action, les pères seront plus étroitement associés à ce processus et les deux parents seront mieux à même de défendre et de protéger les intérêts de leurs enfants ainsi que d'apprécier toute la valeur des enfants du sexe féminin. Grâce à elle, nos filles grandiront en bonne santé dans un climat de sécurité, nos fils n'oublieront pas qu'ils doivent eux aussi avoir un comportement respectueux et faire preuve du sens des responsabilités et ils seront préparés à prendre leur place dans le monde. Le Programme d'action constituera un moyen important de renforcer la famille, la communauté et la nation.

Mais, privé de ressources, le Programme d'action restera lettre morte. Pays industrialisés et pays en développement doivent, tous, s'engager à assumer pleinement leurs responsabilités en la matière. La mise en oeuvre du Programme d'action permettra de jeter les bases d'un développement durable, d'une croissance économique où l'équité et la justice aient leur place.

Il est important de se souvenir que le Programme d'action n'est pas un élément isolé. Il développe et complète les décisions relatives au développement durable énoncées dans le programme Action 21 de la Conférence de Rio. À son tour, il contribuera aux conclusions du Sommet social et de la Conférence sur les femmes qui se tiendront l'an prochain et à celle d'Habitat II qui aura lieu en 1996. Il devrait être considéré comme faisant partie d'un programme à l'échelle de la planète en faveur du développement durable, au même titre que les accords conclus dans les domaines du commerce, de la dette et du développement économique.

La Conférence doit son succès à de nombreuses personnes. Je voudrais tout d'abord remercier le Président Mubarak, son gouvernement et le peuple de la République arabe d'Égypte. Le Ministre de la famille et de la population, M. Maher Mahran, a su guider le Comité préparatoire national avec beaucoup de compétence. Ses collaborateurs et lui-même ont donné une nouvelle signification

aux mots hospitalité, chaleur et amitié. Je tiens aussi à remercier le Ministre des affaires étrangères et ses collaborateurs de leur efficacité et de leur collaboration.

Chaque délégation a fait preuve de beaucoup de fermeté et de bonne volonté. Les organisations non gouvernementales nous ont sans relâche rappelé ce qui était en jeu et ont encouragé les délégations à être plus exigeantes dans leur attente. Leur contribution a été précieuse.

J'aimerais également remercier les médias de l'attention qu'ils nous ont consacrée. Jamais dans l'histoire des Nations Unies aucune autre conférence n'a été plus largement portée à la connaissance de l'opinion publique, et jamais non plus celle-ci n'a été amenée à prendre plus largement conscience des enjeux.

Le secrétariat, dirigé par Joe Chamie, le Secrétaire général adjoint, s'est admirablement acquitté de sa tâche. Jyoti Singh, le coordonnateur exécutif, est un diplomate subtil et un organisateur infatigable. Sans lui, cette conférence aurait presque été impossible. Je voudrais mentionner en particulier le concours que nous a prêté David Payton, le Conseiller spécial détaché par le Gouvernement néo-zélandais. Ses paroles n'ont d'égal que son dévouement.

Les fonctionnaires des services de conférence de l'ONU sont les héros méconnus de toutes les conférences des Nations Unies. Leurs compétences sont multiples et si diverses qu'il m'est impossible de toutes les passer en revue ici. Sous la houlette de la Secrétaire de la Conférence, Margaret Kelley, ce sont eux qui se sont occupés de tout ce qui nous paraît aller de soi aussi longtemps que les choses vont bien.

Pendant la Conférence, les traducteurs et les interprètes se sont heurtés à des problèmes du fait de certains termes techniques très difficiles mais ils ont surmonté ces problèmes. Nous leur en sommes tous infiniment reconnaissants.

Nous avons une dette envers les présidents des groupes de travail et envers tous ceux qui y ont participé. On ne saurait trop rendre hommage aux deux vice-présidents du Comité plénier. Lionel Hurst a fait montre à la fois de beaucoup de calme et d'une poigne solide. L'Ambassadeur Nicolaas Biegman a une patience d'ange et une détermination de bouledogue, et elles n'ont été de trop ni l'une ni l'autre. Tout au long de la Conférence, son charme et son sens de l'humour ne l'ont jamais quitté. Au Président du Comité plénier, Fred Sai, je voudrais dire : la mer a été houleuse mais vous nous avez menés à bon port. Vous avez su nous éviter de redoutables écueils. Vous avez été fort quand il le fallait, mais vous avez également fait preuve de souplesse. Nous vous sommes infiniment reconnaissants.

Je voudrais enfin remercier tous ceux qui, ressortissants du pays hôte ou membres de l'Organisation des Nations Unies, ont assuré notre sécurité au cours des deux dernières semaines. Nous connaissions l'hospitalité du peuple cairote, et sommes ravis que les rumeurs se soient révélées sans fondement; mais nous étions très heureux de savoir que ceux qui devaient assurer notre sécurité étaient là, à tout hasard.

Maintenant, il vous appartient de passer aux actes. Quand vous rentrerez dans vos pays respectifs, vous relirez le document national que vous avez établi pour la Conférence – le secrétariat de la Conférence a reçu 168 rapports nationaux à ce jour – et vous déciderez des mesures qu'il convient de prendre pour donner suite aux accords auxquels vous êtes parvenus ici. Vous veillerez, j'en suis sûre, à ce que le consensus qui a été réalisé à la Conférence fasse l'objet d'autant de publicité que les controverses qui ont précédé et que tous ceux qui seront chargés de la mise en oeuvre du Programme d'action à tous les niveaux aient parfaitement conscience de l'importance de ce consensus et de sa teneur.

Ne soyez pas modestes quant à ce que vous avez réussi à faire. Comparé à tous les autres documents précédemment consacrés à la population et au développement, le Programme d'action procède d'une analyse détaillée, comporte des objectifs spécifiques, utilise une méthodologie transparente et contient des recommandations précises. Dans le domaine qui nous intéresse, il constitue un énorme bond en avant. Grâce aux médias, il a déjà suscité l'intérêt du monde entier; j'espère que le processus se poursuivra et que chacun pourra contribuer à la réalisation des objectifs fixés.

Au nom du système des Nations Unies en général et du Fonds des Nations Unies pour la population en particulier, je puis vous assurer que nous sommes prêts à fournir tous les services et toute l'assistance possibles, à n'importe quel moment et sous n'importe quelle forme. Je m'engage personnellement à ne ménager aucun effort dans les années à venir pour faire en sorte que les accords que vous avez conclus ici se concrétisent. Je crois que pour construire l'avenir, il faut donner à chacun le pouvoir de choisir, et je m'emploierai à cette tâche.

Le Programme d'action mérite que vous vous y investissiez et lui apportiez tout votre soutien. Vous avez établi un document dont vous pouvez être fiers. Je vous souhaite de parvenir à pleinement le mettre en oeuvre.

Déclaration de M. Amre Moussa, Ministre égyptien des
affaires étrangères

Au nom du Gouvernement et du peuple égyptiens, qui ont eu l'honneur d'accueillir des représentants du monde entier à l'occasion de cette conférence, permettez-moi de vous adresser à tous mes félicitations et de vous remercier sincèrement des contributions extrêmement constructives que vous avez apportées. Si les débats qui ont eu lieu dans le cadre de cette conférence ont été particulièrement intenses, c'est en raison des interrogations qui s'y sont exprimées quant au progrès de l'humanité en cette fin de siècle et à l'aube du prochain millénaire.

La Conférence a été réunie dans un contexte qui a parfois été marqué par des tensions et de vives controverses, et où se sont fait jour souvent de grandes divergences d'opinion et de points de vue concernant le document qui nous a été soumis et la façon dont pourraient être abordées, traitées et résolues les questions qu'il soulève.

Mais au-delà des différends, si la population et le développement ont suscité de vifs débats, c'est en fait pour des raisons d'ordre intellectuel et culturel liées à la diversité de nos cultures et à la multiplicité de nos modes de vie, qui n'ont eu ni la même genèse ni la même évolution.

Vous conviendrez tous, j'en suis certain, que depuis la fin de la guerre froide, la communauté internationale a entamé une profonde interrogation sur toutes les questions liées à l'existence de l'homme : l'édification d'un avenir meilleur, la poursuite du progrès, et l'élargissement des perspectives dans lesquelles s'inscrira notre vie dans les années et les décennies à venir.

Vous le savez, du Sommet mondial pour les enfants de 1990 au Sommet "Planète Terre" de 1992, et de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993 à la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994, les années 1990 ont déjà vu se succéder des conférences internationales au cours desquelles ont été abordées d'importantes questions liées au progrès de l'humanité et à son développement économique et social. Ces conférences vont être suivies par le Sommet mondial pour le développement social et par la Quatrième conférence mondiale sur les femmes en 1995, puis par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) en 1996. La communauté internationale ne cesse de prendre des initiatives pour élaborer une nouvelle approche du développement humain, qui tienne compte de tous les aspects de la question, notamment de sa dimension sociale, et qui associe l'ensemble des populations et des sociétés du monde à la construction de leur avenir.

Il convient de souligner que cette conférence a été l'occasion d'entamer un dialogue interculturel et de favoriser le rapprochement des civilisations. C'est la première fois depuis la fin de la guerre froide, et même depuis la seconde guerre mondiale, que des questions touchant aux fondements de nos valeurs, de nos principes religieux, de nos convictions et de nos traditions ont été abordées simultanément.

Mon propos n'est pas de porter des accusations en laissant entendre que les débats ont opposé des cultures tournées vers le passé à d'autres tournées vers l'avenir. Il serait plus juste de dire qu'un dialogue a été entamé entre des sociétés qui ont opté pour un mode de vie dans lequel la conscience collective, les comportements, la morale et les valeurs se fondent essentiellement sur la religion et les rapports avec le sacré, et d'autres qui ont opté pour un mode de vie guidé par une éthique différente et par un système de valeurs fondé sur des conditions sociales différentes, qui ne sont pas nécessairement acceptables dans d'autres sociétés.

Bien sûr, on peut penser que l'évolution des différentes cultures dans le monde a été bénéfique en ce sens qu'elle a abouti à un consensus international consacrant la supériorité de la démocratie sur le plan politique et de la libre entreprise sur le plan économique. Mais dans un domaine qui met en jeu des valeurs culturelles, il n'est pas facile de parvenir à un accord sur l'adoption d'une orientation commune susceptible de nous guider dans l'examen d'une question aussi complexe que celle de la population, qui se rapporte à l'homme et à son système de valeurs, aux relations entre l'individu et le groupe, ainsi qu'à la religion et à l'influence qu'elle exerce sur la société. La question de la population met aussi en jeu notre passé, notre présent et nos aspirations à

la sécurité et à la stabilité pour l'avenir, et l'interaction de nos sociétés. Ces considérations ont été sous-jacentes dans les longues négociations que nous avons engagées afin de parvenir à un consensus sur le programme d'action et à l'issue desquelles ce document, qui comporte de nombreux points encourageants, a été adopté.

S'agissant des fondements des convictions et des opinions, des fondements de la civilisation ou des valeurs essentielles adoptées par chaque société, il n'est pas concevable qu'une conviction, une civilisation ou une culture données soient imposées aux autres. Nous n'avons d'autre choix que d'entamer un dialogue juste et équitable, fondé sur l'acceptation et le respect mutuels et la volonté de coexister dans l'harmonie, compte tenu de nos différences et de ce qui fait nos identités. Un dialogue engagé sur de telles bases pourrait se poursuivre tout au long du siècle prochain.

C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer les résultats auxquels ont abouti les longs débats et délibérations qui ont eu lieu au Caire. La mesure de notre succès résidera dans notre aptitude à examiner la question de la population dans une perspective juste, en soulignant les liens solides qui existent entre la population et le développement dans tous leurs aspects économiques et sociaux, et sans en négliger les dimensions humaines et culturelles.

Pour l'examen du document dont nous avons été saisis, l'Égypte a scrupuleusement observé les principes suivants :

Elle s'est inspirée des dogmes prescrits par les révélations divines en respectant scrupuleusement les valeurs et les principes éthiques qu'ils consacrent.

Elle a souligné l'importance du respect intégral de notre éthique sociale et de nos dispositions législatives nationales.

Elle a fermement fait valoir que la famille, telle qu'elle est définie par la société et la religion depuis des siècles, est l'unité de base de la société.

Elle s'est attachée à respecter strictement les dispositions de la Constitution en ce qui concerne la garantie de droits équitables aux femmes.

Elle s'est attachée à respecter strictement les dispositions de la charia islamique et de la législation nationale concernant l'avortement, que le document exclut en tant que moyen de planification familiale.

Il est important que le consensus auquel nous sommes parvenus sur le programme d'action élaboré par la Conférence soit renforcé par l'adoption, lors de la prochaine session de l'Assemblée générale, d'un accord sur les modalités d'évaluation, de suivi et d'application de ce programme dans le cadre de mécanismes et de structures appropriés. Parmi les tâches importantes qui nous incombent, il nous faut déterminer comment tirer le meilleur parti de l'attention sans précédent que la communauté internationale porte aux questions relatives à la population, en veillant à ce que les conclusions de la Conférence soient toujours respectées et que ses recommandations restent crédibles.

Il ne pourra être donné suite au programme d'action et aux recommandations qui y figurent qu'à condition qu'il existe une volonté de mobiliser les ressources financières nécessaires à l'application des programmes et projets adoptés par la Conférence. Espérons qu'avec la fin de la guerre froide et l'avènement d'une nouvelle ère de coopération internationale, les pays donateurs respecteront l'engagement qu'ils ont pris de verser 0,7% de leur produit national brut aux pays en développement et de soutenir les efforts continus que ceux-ci déploient pour parvenir à un développement durable.

Avant de conclure, je voudrais adresser mes remerciements à tous ceux qui ont contribué au succès de la Conférence, au Président, au Secrétariat, à ceux qui ont organisé la Conférence, assuré la sécurité et veillé au confort des participants, ainsi qu'à ceux qui ont travaillé jour et nuit pour que les travaux aboutissent aux meilleurs résultats possibles. Il me semble important de souligner à ce stade que l'Égypte, qui a participé activement aux débats et à la recherche d'un terrain d'entente, examinera le programme d'action compte tenu de ce qui est énoncé dans ses deux premiers chapitres, son préambule et les principes qui y sont formulés. La mise en oeuvre de ce document exige le respect intégral de la souveraineté nationale, des convictions religieuses et des valeurs sociales qui y sont inscrites dans notre Constitution, ainsi que de nos traditions et de nos lois divines appelant à la tolérance.

Ce seront toujours la religion, les valeurs, l'éthique, la droiture et l'intégrité qui nous guideront dans la lecture de ce document et des recommandations qu'il contient.

Annexe IV

ACTIVITÉS ANNEXES

1. À la suite de consultations avec le Gouvernement égyptien et la Secrétaire générale de la Conférence, un grand nombre d'activités ont été organisées au Caire en marge de la Conférence internationale sur la population et le développement^a.

2. Le forum des ONG 94, qui a eu lieu du 4 au 12 septembre 1994, à l'initiative du Comité de planification des ONG de la Conférence, a réuni plus de 260 organisations non gouvernementales ayant des activités dans les domaines de la population, de la promotion des femmes, de la protection de l'environnement, des droits de l'homme, du développement et de la santé. Plus de 4 200 personnes et les représentants de plus de 1 500 organisations non gouvernementales venus de 133 pays, réunis dans le stade couvert du Caire, près du site où se tenait la Conférence, ont procédé à un échange de vues et de données d'expérience sur une vaste gamme de sujets ayant un lien avec ceux qu'étudiait la Conférence, dans le cadre d'un programme d'activités ayant donné lieu à environ 90 séances par jour. Le programme et les travaux du forum ont comporté des réunions plénières, des exposés liminaires, des ateliers, des réunions de travail, des réunions-débats, des stages de formation, des réunions d'information quotidiennes, de nombreuses expositions d'ONG et un centre multimédia.

3. Plus de 100 jeunes gens – femmes et hommes – venus de toutes les régions du monde et provenant d'horizons très divers sur le plan culturel, religieux et politique ont pris part à une Consultation internationale des jeunes des organisations non gouvernementales sur la population et le développement (International NGO Youth Consultation on Population and Development) qui s'est tenue au Caire du 31 août au 4 septembre au Centre du scoutisme international. Les débats et les recommandations ont porté essentiellement sur les jeunes et la santé de la reproduction, le développement durable, la protection de l'environnement et les droits de l'homme, la grossesse des adolescentes et les comportements sexuels sans risque. Cette Consultation, à l'issue de laquelle a été adoptée la Déclaration du Caire sur les jeunes (Cairo Youth Declaration), a été organisée par neuf organisations non gouvernementales qui étaient constituées de jeunes ou qui s'occupaient de questions se rapportant aux jeunes.

4. Les 3 et 4 septembre 1994, quelque 300 parlementaires venus de 107 pays ont participé à la Conférence internationale de parlementaires sur la population et le développement, organisée par le Forum asiatique de parlementaires sur la population et le développement, le Comité mondial de parlementaires pour les questions de population et de développement, le Groupe parlementaire interaméricain sur la population et le développement, l'International Medical Parliamentarians Organization et les Parlementaires pour une action mondiale. À l'issue de cette conférence, invitée par le Gouvernement égyptien, les

^a Il convient de noter que la Conférence, en soi, n'a pas pris officiellement acte de ces activités.

participants ont adopté la Déclaration du Caire sur la population et le développement. Le 7 septembre 1994, l'Union interparlementaire (UIP) a organisé

au Caire la Journée 1994 des parlementaires à l'Assemblée populaire, à laquelle ont assisté plus de 200 membres de l'UIP venus du monde entier. L'UIP a présenté une déclaration à la Conférence internationale sur la population et le développement.

5. Le Réseau d'information en matière de population de la Division de la population du Secrétariat des Nations Unies a créé sur place un centre de communication et de référence afin de diffuser les documents de la Conférence et de favoriser la participation des différents pays du monde aux activités organisées en marge de la Conférence. Des fonctionnaires ont rassemblé les déclarations faites lors des séances plénières et ont chargé les textes sur le serveur d'informations Gopher du Réseau, accessible par Internet et par courrier électronique. Un grand nombre de délégués, de journalistes et d'organisations non gouvernementales ont utilisé les services disponibles au Centre pour faire des copies des déclarations et d'autres informations concernant les questions de population; ces informations ont également pu être consultées par voie électronique sur le serveur Gopher par des milliers d'utilisateurs dans le monde. Le centre a bénéficié de l'assistance technique du Centre d'information du Gouvernement égyptien.

6. Quatre quotidiens indépendants ont été publiés au Caire à l'intention des participants à la Conférence. Chacun d'eux a diffusé des reportages sur les activités en cours de la Conférence et du Comité plénier, des analyses portant sur les questions abordées au cours des négociations, des entretiens avec les participants et des articles d'information de la presse internationale consacrés à différents sujets se rapportant à la population et au développement. Un bulletin d'information résumant les déclarations et les négociations de la Conférence a également été publié chaque jour.

7. Cinquante-huit grands journalistes des pays en développement ont été invités à participer à une Rencontre coparrainée par le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU et le FNUAP, qui s'est tenue au Caire les 3 et 4 septembre, immédiatement avant la Conférence. Dans le cadre de cette rencontre, ils ont participé, en même temps que des centaines d'autres journalistes venus assister à la Conférence, à des réunions d'information sur tous les principaux sujets qui devaient être abordés à la Conférence. Au total, plus de 4 000 représentants des médias ont été accrédités et ont assisté à la Conférence.
